



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 42 du 29 décembre 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 29 décembre 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1740
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	1740
Arrêté du 19 décembre 2011 portant modification statutaire du syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy.....	1740
Arrêté du 28 décembre 2011 portant modification statutaire du syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne.....	1740
SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....	1740
Arrêté du 21 décembre 2011 autorisant l'adhésion des communes de Prény et Vilcey-sur-Trey à la communauté de communes du Chardon Lorrain.....	1740
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1741
SERVICE INTERMINISTRIEL DE LA COMMUNICATION.....	1741
Arrêté du 13 décembre 2011 fixant l'habilitation et les tarifs pour l'année 2012 des annonces judiciaires et légales.....	1741
CABINET.....	1742
Bureau du cabinet.....	1742
Arrêté du 24 novembre 2011 portant attribution de la médaille d'honneur agricole - Promotion du 1er janvier 2012.....	1742
Arrêté du 28 novembre 2011 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 1er janvier 2012.....	1744
Bureau des polices administratives.....	1746
Arrêté du 28 décembre 2011 portant autorisation préfectorale N°237 d'exercer l'activité de gardiennage à la société SECURITAS FRANCE SARL.....	1746
Service interministériel de défense et de protection civile.....	1747
Arrêté N° 329/2011/SIDPC du 12 décembre 2011 relatif au droit à l'information des citoyens sur les risques majeurs et technologiques majeurs.....	1747
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1747
Bureau du contrôle de légalité et du conseil aux collectivités.....	1747
Arrêté du 26 décembre 2011 portant dissolution du syndicat mixte de gestion de l'aéropôle du Grand Nancy à Tomblaine.....	1747
Bureau des procédures environnementales.....	1747
Arrêté modificatif du 15 décembre 2011 prescrivant des mesures de police des mines pour l'exploitation sans autorisation préfectorale d'un gîte géothermique à basse température sur la commune d'Essey-lès-Nancy, caserne Kléber.....	1747
Commune de Bouxières-aux-Dames - Acquisitions foncières nécessaires à l'aménagement de la zone d'habitation « Les Nevaux » - Arrêté de cessibilité du 15 décembre 2011.....	1748
Commission d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle - Décision du 15 décembre 2011.....	1749
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTRIELLE ET DES MOYENS.....	1750
Bureau de l'interministérialité.....	1750
Arrêté modificatif du 9 décembre 2011 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Meurthe-et-Moselle.....	1750
Arrêté N° 11.BI.120 du 28 décembre 2011 chargeant Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, d'assurer l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er janvier 2012.....	1751
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1751
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1751
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1751
Décision ARS-DT54 n° 130/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 - FAM de l'AGI - FINESS 540019882 - 11, Avenue du Charmois - 54 500 Vandœuvre géré par l'Association « Accueillir et Guider l'Intégration (AGI).....	1751
Décision ARS-DT54 n° 145/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 - SSIAD Section Personnes Handicapées - FINESS N°540016458 - 15 Allée des Grands Pâquis - 54180 Heillecourt géré par le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques de Lorraine (GIHP).....	1752
Décision ARS-DT54 n° 142/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 - SSIAD Section Personnes Handicapées - FINESS N°540003175 - 38 rue de Dieuze - 54 000 Nancy géré par l'Association Office d'Hygiène Sociale.....	1753
Décision ARS-DT54 n° 142/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 - SSIAD Section Personnes Handicapées - FINESS N°540003175 - 38 rue de Dieuze - 54000 Nancy géré par l'Association Office d'Hygiène Sociale.....	1754
Décision ARS-DT54 n° 151/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SSIAD Section Personnes Handicapées des 4 cantons - FINESS N°540010592 géré par l'Association ADMR- 11, Bis rue des Moulins - 54 120 Baccarat.....	1755
Décision ARS-DT54 n° 137/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SAMSAH de Rosières- FINESS N°540004058 - 4 rue Léon Parisot - 54110 Rosières-aux-Salines géré par le CAP'S de Rosières.....	1756
Décision ARS-DT54 n° 147/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SSIAD Section Personnes Handicapées- FINESS N°540013851 géré par l'Association SCIAH du Val de Lorraine - 2 place Jules Colombé - 54700 Pont à Mousson.....	1757
Décision ARS-DT54 n° 136/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 CENTRE DE PREORIENTATION - FINESS N° 540 012 465 75 - boulevard Lobau - 54000 Nancy géré par l'UGECAM.....	1758
Décision ARS-DT54 n° 141/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SAMSAH MICHELET- FINESS N°540003688 - 10 rue Dominique LOUIS - 54000 Nancy géré par l'Association AEIM.....	1759
Décision ARS-DT54 n° 113/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SESSAD du CEM de Flavigny - FINESS N°540020096 - 46 rue du Doyen Parisot - 54 630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1760
Décision ARS-DT54 n° 108/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SESSAD de l'IME de Flavigny - FINESS N°540020070 - 46 rue du Doyen Parisot - 54 630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1761
Décision ARS-DT54 n° 105/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SESSAD de Méhon - FINESS N°540013869 - 12 rue Gambetta - 54300 Lunéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1761
Décision ARS-DT54 n° 127/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 - SESSAD VIVRE AVEC L'AUTISME- FINESS N° 54 0020302 - 17, rue Laurent Bonnevey - 54000 Nancy géré par l'Association Vivre avec l'Autisme de Nancy.....	1762
Décision ARS-DT54 n° 143/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SSIAD - Section Personnes Handicapées CARMi EST - FINESS N°540012762 - 50, rue Pierre de Bar - 54240 Joeuf géré par la CARMi EST 57804 Freyming-Merlebach.....	1763
Décision ARS-DT54 n° 94/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 CEDV « Services » - FINESS N° 540009933 - 8 rue de Santifontaine - 54 052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles.....	1764
Décision ARS-DT54 n° 128/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 CRA du CPN- FINESS N°540015468 - Boîte Postale 1010 - 54 521 Laxou Cedex géré par le Centre Psychothérapique de Nancy.....	1765
Décision ARS-DT54 n° 144/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SAMSAH La Maison du Pré Saint Charles- FINESS N°540014388 - 21 rue de la Meuse - 54860 Haucourt-Moulaine géré par l'Association AEIM.....	1766
Décision ARS-DT54 n° 153/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SAMSAH CIBULKA - FINESS N°540020682 - 72 bis, rue Jean Jaurès - 54230 Neuves-Maisons géré par l'Association AEIM.....	1767
Décision ARS-DT54 n° 123/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SESSAD de l'AEIM - FINESS N°540004447 - 6 allée Saint Cloud - 54600 Villers-lès-Nancy géré par l'AEIM.....	1768
Décision ARS-DT54 n° 96/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SSEFIS de l'Institut des Sourds- FINESS N° 540009719 - 2 rue Joseph Piroux - 54140 Jarville-la-Malgrange géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange.....	1769
Décision ARS-DT54 n° 133/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 FAM de l'ALAGH- FINESS 540012606 - 1161 avenue Pinchard - 54100 Nancy géré par l'ALAGH.....	1770
Décision ARS-DT54 n° 152/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 FAM de l'ARS- FINESS n°540020674 Ars Pierre Vivier - 156, Bd d'Austrasie - 54000 Nancy géré par l'Association Accueil et Réinsertion Sociale (ARS) 12 boulevard Jean Jaurès - 54000 Nancy.....	1771
Décision ARS-DT54 n° 131/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 FAM de l'IJA- FINESS 540012556 - Rue de la Libération - 54 330 Vézelize géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles.....	1772
Décision ARS-DT54 n° 139/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 FAM de Michelet- FINESS 540003738 - 10 rue Dominique LOUIS - 54000 Nancy géré par l'AEIM.....	1773
Décision ARS-DT54 n° 140/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 FAM de Bayon- FINESS 540013539 - Route de Baccarat - 54290 Bayon géré par le CAP'S de Rosières-aux-Salines.....	1774

Décision ARS-DT54 n° 150/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 FAM de Toul- FINESS 540019189 - 4 bis, Avenue Kennedy – 54200 Toul géré par l'AEIM.....	1774
Décision ARS-DT54 n° 149/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SAMSAH du SISU- FINESS 540020732 - 11 Avenue du Charmois – 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy géré par l'Association "Service d'Intégration Scolaire et Universitaire" (SISU).....	1775
Décision ARS-DT54 n° 116/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SESSAD DE REALISE FINESS N°540 013 455x - 15 rue Saint-Charles – 54140 Jarville géré par l'Association REALISE.....	1776
Décision ARS-DT54 n° 101/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SESSAD Professionnel – FINESS N° 540 016 748 - 12 poste de Velaine – 54840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution SAINT-CAMILLE.....	1777
Décision ARS-DT54 n° 100/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SESSAD de SAINT CAMILLE – FINESS N°540 013 422 12 - poste de Velaine – 54840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution SAINT-CAMILLE.....	1778
Décision ARS-DT54 n° 111/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 - SESSAD TCC – FINESS N°540018728 - 14 rue René Dorme – 54150 Briey géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle.....	1779
Décision ARS-DT54 n° 124/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 Centre pour Polyhandicapés de Blâmont – FINESS n° 540 013 877 - 33 rue du Château – 54450 Blâmont géré par la Croix Rouge Française.....	1780
Décision ARS-DT54 n° 98/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 IME de SAI CAMILLE – FINESS n° 540 000 718 - 12 poste de Velaine – 54840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution SAINT-CAMILLE.....	1781
Décision ARS-DT54 n° 114/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 Centre d'Education Motrice de Flavigny – FINESS N°540018777 - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1783
Décision ARS-DT54 n° 112/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 Centre de soins de l'EREA de Flavigny – FINESS N°540000593 - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1784
Décision ARS-DT54 n° 109/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 - IME de Flavigny – FINESS N°540000577 - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1785
Décision ARS-DT54 n° 106/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 IME de Méhon - FINESS N°540000205 - 24 rue François Richard – 54300 Lunéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1787
Décision ARS-DT54 n° 110/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 ITEP de Flavigny – FINESS N°540010139 - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1788
Décision ARS-DT54 n° 99/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 ITEP de Saint Camille FINESS n°540 013 414 - 12 poste de Velaine – 54840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution SAINT-CAMILLE.....	1789
Décision ARS-DT54 n° 93/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 CEDV « Sections » - FINESS N°54000684 - 8 rue de Santifontaine – 54052 Nancy Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles.....	1790
Décision ARS-DT54 n° 126/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 CMPP de Longwy - FINESS N°540002680 - 17 bis rue de Boismont – 54400 Longwy géré par l'association départementale des PEP 54.....	1792
Décision ARS-DT54 n° 125/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 CMPP de Nancy - FINESS N°540000320 - 73, rue Isabey – 54052 Nancy Cedex géré par l'association départementale des PEP 54.....	1793
Décision ARS-DT54 n° 121/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 IME « les Orchidées » - FINESS N° 540000817 - 10 rue Albert 1er – BP 93 – 54154 Briey Cedex géré par l'AEIM.....	1794
Décision ARS-DT54 n° 122/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 IME « Les Trois Tilleuls » - FINESS N° 540000833 - 1 rue des Tilleuls – 54720 Chénies géré par l'AEIM.....	1795
Décision ARS-DT54 n° 119/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 IME « Raymond Carel » - FINESS N° 540000239/540000254 - 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 Saint-Nicolas-de-Port géré par l'AEIM.....	1796
Décision ARS-DT54 n° 117/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 IME « Georges Finance » - FINESS N° 540000213 - 4 avenue JF Kennedy – BP 216 – 54202 Toul Cedex géré par l'AEIM.....	1798
Décision ARS-DT54 n° 118/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 IME « Jean l'Hôte » - FINESS N° 540000221 - Chemin du Harquet – BP 126 – 54305 Lunéville Cedex géré par l'AEIM.....	1799
Décision ARS-DT54 n° 200/2011 du 4 novembre 2011 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2011 de Dotation Globalisée - Commune de l'ensemble des établissements de Meuse et de Meurthe-et-Moselle gérés par l'association Jean Baptiste Thiéry à Maxéville.....	1801
Décision ARS-DT54 n° 202/2011 du 15 novembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SAMSAH "Epi Grand Est" – FINESS N° 540021201 Localisé provisoirement à Flavigny géré par l'Office d'Hygiène Sociale.....	1802
Décision ARS-DT54 n° 97/2011 du 15 novembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 du CAMSP DE L'US – FINESS n° 54 000 524 6.....	1803
Etablissements de santé.....	1804
Arrêté ARS-DT 54 N° 181/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1804
Arrêté ARS-DT 54 N° 182/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	1805
Arrêté ARS-DT 54 N° 183/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	1805
Arrêté ARS-DT 54 N° 184/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	1806
Arrêté ARS-DT 54 N° 185/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	1807
Arrêté ARS-DT 54 N° 186/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	1807
Arrêté ARS-DT 54 N° 187/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	1808
Arrêté ARS-DT 54 N° 188/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	1809
Arrêté ARS-DT 54 N° 189/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	1809
Arrêté ARS-DT 54 N° 190/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1810
Arrêté ARS-DT 54 N° 191/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	1811
Arrêté ARS-DT 54 N° 192/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	1812
Arrêté N° 2011-537 du 12 décembre 2011 portant désignation du Directeur Général par intérim du Centre Alexis Vautrin à Vandoeuvre-lès-Nancy, à compter 3 décembre 2011.....	1812
Arrêté ARS-DT 54 N° 194 /2011 du 23 décembre 2011 portant fixation des tarifs de transports médicalisés applicables au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy à compter du 1er janvier 2012 - N° FINESS Entité juridique 540 002 078 - N° FINESS Etablissement 540 001 138.....	1813
Arrêté ARS-DT 54 N° 193 /2011 du 23 décembre 2011 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy au 1er janvier 2012 - N° FINESS Entité juridique 540 002 078 - N° FINESS Etablissement 540 001 138.....	1813
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1814
Service produits de santé et biologie.....	1814
Arrêté N° 2011-543 en date du 13 décembre 2011 portant rejet de la demande de transfert d'une officine de pharmacie à Farébersviller (57450).....	1814
Arrêté N° 2011-544 en date du 13 décembre 2011 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à Freyming Merlebach (57800) - Licence N° 57#00507.....	1815
Arrêté N°2011- 551 du 15 décembre 2011 portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la société par actions simplifiée « ASSISTANCES MEDICALES SPECIALISEES (AMS) » pour son site de POMPEY (54340).....	1815

Arrêté N°2011-562 du 20 décembre 2011 portant fermeture définitive de l'officine de pharmacie « Pharmacie Principale » sise 5 rue Carnot à Longwy (54400).....	1816
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1817
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1817
Décision du 16 décembre 2011 d'agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail pour l'association du centre aéré d'ART-SUR-MEURTHE.....	1817
Décision du 16 décembre 2011 d'agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail pour l'association MONTETIBOU.....	1817
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1817
Arrêté du 20 décembre 2011 portant délégation de signature.....	1817
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1817
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	1817
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association Foncière/409 du 5 décembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Bouvron.....	1817
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association Foncière/411 du 5 décembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Jeandelize.....	1818
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association Foncière/413 du 5 décembre 2011 portant dissolution de l'association foncière de Hudiviller.....	1818
Arrêté n° 418 du 12 décembre 2011 prononçant une distraction et une application du régime forestier - Territoire communal de Vannes-le-Chatel.....	1819
Arrêté n° 419 du 12 décembre 2011 prononçant une distraction et une application du régime forestier - Territoire communal de Froville.....	1819
Arrêté n° 420 du 12 décembre 2011 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Crion.....	1820
Décision 211/DDT54/AFC/n° 361 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Letricourt - Thezey-Saint-Martin - Abaucourt - Craincourt - Vulmont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3265.....	1820
Décision 211/DDT54/AFC/n° 362 du 2 décembre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Abaucourt - Craincourt - Vulmont - Letricourt - Thezey-Saint-Martin - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3270.....	1821
Décision 211/DDT54/AFC/n° 414 du 19 décembre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Marainviller - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3287.....	1822
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/416 du 12 décembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de OLLEY.....	1822
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/415 du 13 décembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de BAUZEMONT.....	1823
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/404 du 15 décembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de ROUVES.....	1823
Aménagement foncier.....	1824
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Aménagement foncier/412 du 6 décembre 2011 - Rectificatif à l'arrêté du 12 septembre 2011 portant modification des limites territoriales entre Pettonville et Reclonville.....	1824
ENVIRONNEMENT, EAU, BIODIVERSITE.....	1824
Arrêté DDT-PECHE 2011/035 du 15 décembre 2011 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2012.....	1824
AUTRES SERVICES.....	1826
MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1826
Décision 2011/002 du 9 décembre 2011 portant délégation de signature.....	1826
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1827
PREFECTURE DE LA MEUSE.....	1827
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES ET DE LA REGLEMENTATION.....	1827
Bureau de l'urbanisme et des procédures environnementales.....	1827
Avis de signature d'un arrêté ministériel accordant un permis exclusif de recherches de formations souterraines naturelles à la société ArcelorMittal Géo Lorraine.....	1827
SERVICES DECONCENTRES.....	1827
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1827
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	1827
Unité affaires transversales et contentieux.....	1827
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 50996 du 27 décembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy.....	1827
AUTRES SERVICES.....	1828
CARREFOUR D'ACCOMPAGNEMENT PUBLIC SOCIAL.....	1828
Avis de concours interne sur titres du 20 décembre 2011 en vue du recrutement de deux Cadres Socio-Educatifs.....	1828
Avis de recrutement du 20 décembre 2011 pour deux postes d'Adjoint Administratif Hospitalier de 2ème classe.....	1828

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY****Arrêté du 19 décembre 2011 portant modification statutaire du syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et suivants ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 10 novembre 1983 autorisant la création de l'autorité organisatrice des transports collectifs du bassin de Longwy également dénommée « syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL) » ;
VU la délibération du comité syndical du SITRAL du 11 juillet 2011 acceptant la modification de ses statuts par la prise de compétence « transport des enfants fréquentant les CLIS » ;
VU la lettre de notification de cette demande aux communes membres du syndicat en date du 14 septembre 2011 ;
VU les avis des communes membres favorables à la modification des statuts du SITRAL :
CHENIERES (18 octobre 2011), HAUCOURT-MOULAIN (25 octobre 2011), HUSSIGNY-GODBRANGE (22 novembre 2011), LEXY (28 novembre 2011), LONGLAVILLE (19 octobre 2011), LONGWY (12 décembre 2011), MEXY (20 octobre 2011), MONT-SAINT-MARTIN (7 octobre 2011), REHON (26 septembre 2011), SAULNES (27 septembre 2011), TIERCELET (20 octobre 2011), VILLERS-LA-MONTAGNE (30 septembre 2011) ;
CONSIDÉRANT que, conformément aux dispositions de l'article L5211-18 du code général des collectivités, l'absence de délibération au terme du délai de consultation vaut avis favorable ;
CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes, la majorité qualifiée exigée par les articles L5211-18 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;
VU l'arrêté préfectoral N°11.BI.70 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL), tels qu'annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, le président du syndicat intercommunal des transports collectifs du bassin de Longwy (SITRAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes concernées ainsi qu'à la Directrice Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.
Briey, le 19 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Arrêté du 28 décembre 2011 portant modification statutaire du syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et suivants;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010;
VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2003 portant création du syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne;
VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2006 transformant le syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne en syndicat mixte;
VU la délibération du 08 avril 2011 du conseil du syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne décidant de la modification de la durée du syndicat;
VU les délibérations concordantes des communautés de communes membres, à savoir :
Communauté de Communes du Pays de Briey (07 juin 2011)
Communauté de Communes du Jarnisy (30 juin 2011)
VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.70 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY;
CONSIDÉRANT que les deux communautés de communes membres se sont prononcées en faveur du projet;

ARRETE

Article 1er : La modification de l'article 4 des statuts du syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne est autorisée comme suit : « Article 4 : L'existence du syndicat prendra fin le 31 décembre 2014 »

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, le président du syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la Directrice Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.
Briey, le 28 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

SOUS-PREFECTURE DE TOUL**Arrêté du 21 décembre 2011 autorisant l'adhésion des communes de Prény et Vilcey-sur-Trey à la communauté de communes du Chardon Lorrain**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et suivants et L. 5214-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.109 du 8 septembre 2011 donnant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
VU l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2010 autorisant la création de la communauté de communes des Trois Vallées et du Mad à l'Yron ;
VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 2011 autorisant le changement de dénomination dudit établissement en communauté de communes du Chardon Lorrain ;
VU la délibération du conseil municipal de Prény du 26 avril 2011 demandant l'adhésion de la commune à la communauté de communes du Chardon Lorrain ;
VU la délibération du conseil municipal de Vilcey-sur-Trey du 8 avril 2011 demandant l'adhésion de la commune à la communauté de communes du Chardon Lorrain ;
VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Chardon Lorrain en date du 27 juin 2011 acceptant l'adhésion des communes de Prény et Vilcey-sur-Trey ;
VU la lettre de notification de cette délibération aux collectivités concernées en date du 7 juillet 2011 ;
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :
Beaumont (29 août 2011), Bernécourt (12 août 2011), Bouillonville (29 juillet 2011), Chambley-Bussièrès (6 septembre 2011), Charey (6 juillet 2011), Dampvitoux (23 septembre 2011), Dommartin-la-Chaussée (26 septembre 2011), Essey-et-Maizerais (23 août 2011), Euvezin (8 juillet 2011), Hagéville (5 septembre 2011), Hannonville-Suzémont (9 septembre 2011), Jaulny (2 septembre 2011), Limey-Réménauville (16 septembre 2011), Lironville (16 août 2011), Mandres-aux-Quatre-Tours (13 septembre 2011), Mars-la-Tour (23 septembre 2011), Pannes (25 juillet 2011), Puxieux (2 septembre 2011), Saint-Baussant (8 août 2011), Seicheprey (1er septembre 2011), Sponville (2 septembre), Tronville (2 septembre 2011), Viéville-en-Haye (16 septembre 2011), Villecey-sur-Mad (27 juillet 2011), Waville (19 septembre 2011), Xammes (23 septembre 2011) et Xonville (23 août 2011) ;
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de Fey-en-Haye (28 septembre 2011), Thiaucourt-Regniéville (7 septembre 2011), enregistrées en sous-préfecture après le terme du délai de trois mois ;
CONSIDERANT que l'absence de délibération, dans le délai de trois mois, des collectivités suivantes :
Arnaville, Bayonville-sur-Mad, Flirey, Mamey, Onville, Rembercourt-sur-Mad, Saint-Julien-les-Gorze, Vandelainville vaut avis favorable ;
CONSIDERANT qu'au terme de la consultation, la majorité qualifiée exigée par les articles L. 5211-5 et L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1er : L'adhésion des communes de Prény et Vilcey-sur-Trey à la communauté de communes du Chardon Lorrain est autorisée à compter du 1er janvier 2012.

Les communes de Prény et Vilcey-sur-Trey seront représentées au sein du conseil communautaire par deux délégués titulaires et deux délégués suppléants.

Article 2 : Les statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du Chardon Lorrain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et à la directrice départementale des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 21 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

SERVICE INTERMINISTERIEL DE LA COMMUNICATION

Arrêté du 13 décembre 2011 fixant l'habilitation et les tarifs pour l'année 2012 des annonces judiciaires et légales

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 modifiée, relative aux annonces judiciaires et légales,
VU l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre,
VU le décret n° 55-1650 du 17 décembre 1955, modifié fixant le minimum de diffusion dont doivent justifier les journaux susceptibles de recevoir les annonces judiciaires et légales,
VU les circulaires n° 4230 du 7 décembre 1981 et n° 3805 du 8 octobre 1982 du ministre de la communication et la circulaire du 30 novembre 1989 du ministre délégué chargé de la communication,
VU les demandes présentées par les journaux,
VU les avis favorables formulés par la commission consultative départementale instituée par application de l'article 2 de la loi précitée,
SUR proposition de Mme la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet,

ARRETE

Article 1er : L'arrêté du 16 décembre 2010 est abrogé par le présent arrêté.

Article 2 : Les annonces judiciaires et légales prescrites par le code civil, les codes de procédure ou de commerce et par les lois spéciales pour la publicité ou la validité des actes de procédure ou des contrats seront, pour l'année 2012, insérées au choix des parties, dans l'un des journaux ci-après désignés :

POUR LE DEPARTEMENT :

- L'Est Républicain rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
- L'Est Républicain lundi, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
- Le Républicain Lorrain, 3 avenue des Deux Fontaines - 57140 Woippy
57777 Metz cedex 09
- Les Tablettes Lorraines des Sociétés et les Petites Affiches de l'Est Réunies BP.60 004, 26, rue Gambetta - 54002 Nancy Cedex
- Le Paysan Lorrain, 5, rue de la Vologne - 54520 Laxou Cedex
- La Semaine de Nancy, 75/77, rue Saint-Georges - 54000 Nancy exclusivement pour l'arrondissement de Nancy

Article 3 : Le tarif d'insertion de ces annonces est fixé à 3,89 euros hors taxe, la ligne contenant 40 signes du caractère corps six (typographe) ou sept (photocomposition).

Il est stipulé que, non seulement les caractères mais les signes tels que les virgules, points, guillemets, etc... et les intervalles entre les mots seront comptés pour une lettre.

Le titre principal ne comportera pas de caractère d'une hauteur supérieure à 24 points s'il s'agit d'une annonce sur une seule colonne, ou 42 points s'il s'agit d'une annonce à deux colonnes.

Les lignes du titre ne pourront être espacées entre elles de plus de 9 points, chaque titre et sous-titre pourra être suivi d'un filet de séparation du pied.

Si pour la tarification, le système métrique est substitué au système topographique, le prix du millimètre est fixé par équivalence à 1,72 euros hors taxe.

Article 4 : Les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront réduits de moitié dans le cas prévu par la loi du 23 octobre 1984.

Seront insérées, dans les journaux, au tarif prévu au présent article, les annonces et publications qui seraient nécessaires pour la validité et la publicité des contrats et procédures dans les affaires suivies par application des lois des 29 novembre, 7 décembre 1850, 22 janvier 1851 et 10 juillet 1901, sur l'assistance judiciaire.

Article 5 : Le prix de l'exemplaire du journal destiné à servir de pièce justificative de l'inscription est fixé au tarif normal auquel s'ajoutera le droit d'enregistrement.

Article 6 : Les remises, par les directeurs de journaux habilités aux officiers ministériels, sont interdites. Toutefois, les directeurs de ces journaux pourront consentir aux officiers ministériels un remboursement forfaitaire des frais engagés limité à 10 % du prix de l'annonce.

Article 7 : Mme la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Mme la première présidente de la Cour d'Appel de Nancy,
 - M. le procureur général près la cour d'appel de Nancy,
 - MM. les présidents des tribunaux de grande instance de Nancy et Brieu,
 - MM. les procureurs de la République près les dits tribunaux,
 - MM. les présidents des tribunaux d'instance et de commerce du département,
 - M. le président de la chambre départementale des notaires,
 - MM. les directeurs des journaux habilités,
 - MM. les sous-préfets des arrondissements de Brieu - Lunéville - Toul,
 - Mme la directrice départementale de la protection des populations
- et inséré au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 13 décembre 2011

Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

CABINET

Bureau du cabinet

Arrêté du 24 novembre 2011 portant attribution de la médaille d'honneur agricole - Promotion du 1er janvier 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 17 juin 1890 instituant la médaille d'honneur agricole ;
VU le décret 76-422 du 10 mai 1976 relatif à la médaille d'honneur agricole ;
VU l'arrêté du 08 juillet 1976 portant délégation de pouvoirs aux préfets ;
VU le décret 84-1110 du 11 décembre 1984 relatif à l'attribution de la médaille d'honneur agricole ;
A l'occasion de la promotion du 1er janvier 2012 ;
SUR proposition de la directrice de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : La médaille d'honneur agricole ARGENT est décernée à :

- Monsieur BOHL Gérard
Responsable domaine système et exploitation, PRO6TEM SAS, MALZEVILLE.
demeurant à ART-SUR-MEURTHE
- Madame BRANCON Valérie née BOBEAU
Responsable de domaine, PRO6TEM SAS, MALZEVILLE.
demeurant à RICHARDMÉNIL
- Monsieur CACCIATORE Robert
Chargé d'activité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à GONDREVILLE
- Madame COLLET Sylvie
Secrétaire comptable, PRO6TEM SAS, MALZEVILLE.
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Monsieur DAUSSON Hervé
Conseiller financier crédit, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de Nancy Austrasie).
demeurant à NANCY
- Madame FIGUEIREDO Martine née LAMARCO
Secrétaire technique, PRO6TEM SAS, MALZEVILLE.
demeurant à SAIZERAIS
- Madame GODFRIN Isabelle née ANTOINE
Assistante commerciale, GROUPAMA, DIJON.
demeurant à DOMBASLE
- Madame GROSJEAN Laurence née POINSIGNON
Responsable de domaine, PRO6TEM SAS, MALZEVILLE.
demeurant à HEILLECOURT
- Monsieur GUILLAUME Etienne
Responsable de projets, PRO6TEM SAS, MALZEVILLE.
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Madame HISSETTE Emmanuelle née SIDOT
Analyste programmeur, PRO6TEM SAS, MALZEVILLE.
demeurant à NANCY
- Madame MAGGION Mireille
Directrice d'agence bancaire, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à NANCY
- Madame MEUNIER Véronique née MARCON
Conseil en financement immobilier, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de Pont-à-Mousson).
demeurant à PONT-À-MOISSON

- Monsieur RUGANI Milan
Agent de fabrication, FROMAGERIES RICHES MONTS, VIGNEULLES-LÈS-HATTONCHATEL.
demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE
- Monsieur SPANU Maurizio
Technicien, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de Technicien).
demeurant à GONDREVILLE

Article 2 : La médaille d'honneur agricole VERMEIL est décernée à :

- Madame BERGER Véronique née THIERY
Employée de banque, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à CUSTINES
- Monsieur CHARPENTIER Dominique
Conseiller financier collecte, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de Bayon).
demeurant à DOMBASLE
- Madame FIGUEIREDO Martine née LAMARCQ
Secrétaire technique, PRO6TEM SAS, MALZEVILLE.
demeurant à SAIZERAIS
- Madame FOURNIER Nicole née MARTIN
Employée de banque, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de Toul place ronde).
demeurant à CHOLOY-MÉNILLOT
- Monsieur GUILLAUME Etienne
Responsable de projets, PRO6TEM SAS, MALZEVILLE.
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Madame GUNTHER Véronique
Conseiller financier, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de Toul).
demeurant à CHAUDENEY-SUR-MOSELLE
- Madame HENRY Ghislaine née HILT
Responsable accueil, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de Jarny)
demeurant à FRIAUVILLE
- Monsieur HUMBERT Francis
Analyste études expert, CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES, STRASBOURG.
demeurant à NANCY
- Monsieur POIRIER Pascal
Ingénieur informaticien, CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES, STRASBOURG.
demeurant à VELAINE-EN-HAYE
- Monsieur POLIS Jean-Michel
Electromécanicien, FROMAGERIES RICHES MONTS, VIGNEULLES-LÈS-HATTONCHATEL.
demeurant à THIAUCOURT-REGNIÉVILLE
- Madame SABOURET Véronique née LEROY
Conseiller de clientèle, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de Longuyon).
demeurant à UGNY

Article 3 : La médaille d'honneur agricole OR est décernée à :

- Madame CORDONNIER Nadine
Responsable atelier de conditionnement, FROMAGERIES RICHES MONTS, VIGNEULLES-LÈS-HATTONCHATEL.
demeurant à THIAUCOURT-REGNIÉVILLE
- Monsieur ERNST Jacques
Opérateur, FROMAGERIES RICHES MONTS, VIGNEULLES-LÈS-HATTONCHATEL.
demeurant à WAVILLE
- Madame FIGUEIREDO Martine née LAMARCQ
Secrétaire technique, PRO6TEM SAS, MALZEVILLE.
demeurant à SAIZERAIS
- Monsieur FUMERY Robert
Pupitreux conducteur de pasteurisation, FROMAGERIES RICHES MONTS, VIGNEULLES-LÈS-HATTONCHATEL.
demeurant à THIAUCOURT-REGNIÉVILLE
- Monsieur GRANDCLAUDE Bernard
Chargé d'activité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à HAIGNEVILLE
- Madame GRONDIN Anne-Marie née MARIONI
Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à JARVILLE
- Monsieur JACOTTIN Philippe
Informaticien, CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES, STRASBOURG.
demeurant à POMPEY
- Madame LINDNER Isabelle née BAILLY
Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame OREL Brigitte née MARCO
Employée de banque, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à VELAINE-EN-HAYE
- Monsieur SCHNEEGANS Pierre
Conseiller financier, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de Vandoeuvre).
demeurant à JARVILLE
- Monsieur THOUVENOT Christian
Rédacteur pré contentieux, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à GERBÉCOURT-ET-HAPLEMONT

Article 4 : La médaille d'honneur agricole GRAND OR est décernée à :

- Madame BRETON Brigitte née HENIQUE
Analyste d'études, CRÉDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES, STRASBOURG.
demeurant à NANCY

- Madame CABOCEL Solange née DOUZANT
Assistant service clientèle, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de Frouard).
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Madame COLIN Anne-Marie née COLSON
Assistant service clientèle, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de Jarville).
demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Monsieur DROSNE Jacques
Informaticien, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à NANCY
- Monsieur DUPIN Daniel
Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à FLAVIGNY-SUR-MOSELLE
- Monsieur FAYE Jean-Patrick
Informaticien, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Madame FRANCOIS Micheline née FERRET
Chargée d'activité, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à HEILLECOURT
- Madame GILLES Marie-Madeleine née BERNARD
Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à VILLE-EN-VERMOIS
- Madame GRIDEL Denise née MANGIN
Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à PULLIGNY
- Monsieur HURBAIN Jean-Louis
Analyste animateur, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à NANCY
- Madame MACINOT Evelyne née GOMARD
Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à LUDRES
- Madame NOEL Jocelyne
Responsable accueil, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à VANDOEUVRE
- Madame PERRIN Francine née MUTSCHLER
Assistant, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à JAILLON
- Monsieur PIERRE Jean-Noël
Conseiller financier, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de Vandoeuvre vélodrome).
demeurant à VANDOEUVRE
- Monsieur RENARD Francis
Assistant de gestion, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à JARNY
- Monsieur RICCI Gérard
Conseiller en financement immobilier, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de Longwy).
demeurant à LEXY
- Madame SIMON Sylviane née CHARPENTIER
Conseiller financier, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ.
demeurant à TOUL
- Monsieur XHAARD Jean-Claude
Animateur d'agence, CRÉDIT AGRICOLE LORRAINE, METZ (Agence de Thiaucourt).
demeurant à PONT-À-MOUSSON

Article 5 : le secrétaire général et la directrice de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 novembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 28 novembre 2011 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 1er janvier 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 1er mai 1897 instituant la médaille d'honneur des travaux publics, modifié par les décrets des 1er juillet 1922 et 17 mars 1924 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 98-469 du 10 juin 1998 modifiant le décret du 1er mai 1897 instituant la médaille d'honneur des travaux publics ;

VU l'arrêté du 30 juillet 1998 fixant les conditions d'application du décret du 1er mai 1897 modifié instituant les médailles d'honneur en faveur des personnels d'exploitation du ministère de l'équipement ;

VU l'article 1er du décret n° 98-469 du 10 juin 1998 modifiant le décret du 1er mai 1897 et portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics par le préfet du département territorialement compétent ;

SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : La médaille d'honneur des travaux publics est décernée aux personnes suivantes :

- Monsieur Pascal PONCET
ouvrier de l'Etat
1 chemin du Haut du Breuil
54930 DIARVILLE
- Monsieur Claude HACKLINGER
chef d'équipe d'exploitation principal
3 rue de Toulon
54520 CHAMPIGNEULLES

- Monsieur Dominique MACEL
chef d'équipe d'exploitation principal
7 rue Béard
55110 DANNEVOUX

- Monsieur Patrick THYRIOT
agent d'exploitation spécialisé des TPE
7 rue des pressoirs
55000 LONGEAUX

- Monsieur Pierre ROUSSELOT
chef d'équipe d'exploitation principal
7 rue Etienne Mollevaut
55200 GEVILLE

- Monsieur Bruno ARNOULD
chef d'équipe d'exploitation principal
3 rue des Pensées
55190 VOID

- Monsieur Michel JUSNOT
agent d'exploitation spécialisé
Ecart des 3 fontaines
08600 CHOOZ

- Monsieur Jean-Pierre VIVIANI
OPA spécialiste B
route de Bonsecours
08600 GIVET

- Monsieur Denis ROGIE
chef d'équipe d'exploitation des TPE
8 rue de la Chée
55800 NETTANCOURT

- Monsieur Claude FAUCHARD
chef d'équipe d'exploitation principal
Maison éclusière n°2 Fontenoy sur Moselle
54200 VILLEY-SAINT-ETIENNE

- Monsieur Philippe FRANA
agent d'exploitation spécialisé
Ancienne éclusie, rue de la Cartonnerie
54700 BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON

- Monsieur Michel TUFFERY
agent d'exploitation spécialisé
Barrage de Lumes
08440 LUMES

- Monsieur Séverin PAGAZZI
Contrôleur TPE
le Chalet – route de Revin
08800 LAIFOUR

- Monsieur Patrice ROSATI
chef d'équipe d'exploitation
63 rue Léon Blum
08500 REVIN

- Monsieur Francis MARTIN
agent d'exploitation spécialisé
71 rue de Bénicourt
54610 CLEMERY

- Monsieur Frédéric MASSON
agent d'exploitation spécialisé
19 rue Saint Vincent
54113 BULLIGNY

- Monsieur Thierry USINIER
agent d'exploitation spécialisé des TPE
Chemin de Rouves
54700 BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON

- Monsieur Michel DUQUENOIS
contrôleur principal AIFMP
Ecluse d'Arnaville
54530 ARNAVILLE

- Monsieur Bruno VARIN
agent d'exploitation spécialisé des TPE
Ecluse n° 46 route de Bussy
55000 VAL D'ORNAIN

- Monsieur Francis COURTOISIER
agent d'exploitation spécialisé
89 rue du Magny
70170 PORT-SUR-SAONE

- Monsieur Bruno DOSDA
agent d'exploitation spécialisé
18 rue de Hollande
57445 REDING

- Monsieur Yves GAULARD
Chef d'équipe d'exploitation
3 rue du Maréchal Foch
88130 CHARMES

- Monsieur Guy SCHIFFMANN
chef d'équipe d'exploitation principal
4 rue de Verdun
67 MUTTERSHOLTZ
- Monsieur Philippe MAXANT
agent d'exploitation spécialisé
19 rue Neuve
54360 MONT-SUR-MEURTHE
- Monsieur Michel DURAND
agent d'exploitation spécialisé
35 rue du Caron
88200 SAINT-ETIENNE
- Monsieur Laurent MONDET
contrôleur divisionnaire de TPE
10 rue de Malpas
25160 SAINT-POINT-LAC
- Monsieur José PICHON
agent d'exploitation spécialisé
27 grand rue
51120 SEZANNE
- Monsieur Gérald BOURGUIGNON
chef d'équipe d'exploitation principal
114 rue du Du Perthois
51300 FRIGNICOURT

Article 2 : La sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au Ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.
Nancy le 28 novembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Bureau des polices administratives

Arrêté du 28 décembre 2011 portant autorisation préfectorale N°237 d'exercer l'activité de gardiennage à la société SECURITAS FRANCE SARL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

VU la demande présentée par M. Jean-Marc VALCKENAERE, dirigeant de l'établissement secondaire de sécurité privée à l'enseigne de la société « SECURITAS FRANCE SARL », située 19-21 rue Albert Einstein à MAXÉVILLE (54320), entreprise de surveillance et de gardiennage, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement ;

CONSIDERANT que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur ;

ARRETE

Article 1er : L'établissement secondaire de sécurité privée à l'enseigne de la société « SECURITAS FRANCE SARL » susvisée, ayant pour activité la surveillance et le gardiennage, est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Jean-Marc VALCKENAERE, dirigeant de l'établissement secondaire de sécurité privée à l'enseigne de la société « SECURITAS FRANCE SARL ».

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au commandant du groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle,
- au maire de MAXEVILLE,
- au président du tribunal de commerce de NANCY.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 28 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet, la Sous-Préfète,
Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous souhaitez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former :

**Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :*

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX ;

- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

**Soit un recours contentieux, dans ce même délai :*

ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB: Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

*Service interministériel de défense et de protection civile***Arrêté N° 329/2011/SIDPC du 12 décembre 2011 relatif au droit à l'information des citoyens sur les risques majeurs et technologiques majeurs**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'environnement, notamment les articles L 125-2 et R 125-9 à 14 ;
VU le code minier, article 94 ;
VU l'arrêté du 9 février 2005 relatif à l'affichage des consignes de sécurité ;
SUR proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : L'information des citoyens sur les risques naturels et technologiques majeurs auxquels ils sont susceptibles d'être exposés dans le département, est consignée dans le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) annexé au présent arrêté.

Article 2 : Cette information est complétée dans les communes listées en annexe de l'arrêté préfectoral n°263/2011/SIDPC du 23 juin 2011 fixant la liste des communes exposées à un risque ou plusieurs risques majeurs et pour lesquelles s'applique le droit à l'information du public, par le dossier d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) et l'affichage des risques pris en compte, la fréquence radio à écouter et les consignes de sécurité à respecter en cas de danger ou d'alerte.

Le DDRM et le cas échéant, les informations complémentaires sont consultables en préfecture, sous-préfectures ainsi qu'en mairie et librement consultable et téléchargeable sur le site internet de la préfecture.

Article 3 : Les services de l'État et les maires concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Nancy, le 12 décembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité et du conseil aux collectivités***Arrêté du 26 décembre 2011 portant dissolution du syndicat mixte de gestion de l'aéropôle du Grand Nancy à Tomblaine**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5711-1 et suivants et L5212-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1993 autorisant la création du syndicat mixte pour l'exploitation de l'aérodrome de NANCY-ESSEY et l'aménagement d'une zone d'activités ;
VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 2009 approuvant les nouveaux statuts du syndicat mixte pour l'exploitation de l'aérodrome de NANCY-ESSEY et l'aménagement d'une zone d'activités portant désormais le nom de « syndicat mixte de gestion de l'aéropôle du Grand Nancy à Tomblaine » ;
VU le retrait de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Meurthe-et-Moselle du syndicat mixte à compter du 31 mai 2010 ;
VU le retrait du conseil Général de Meurthe-et-Moselle du syndicat mixte au 31 décembre 2011 ;
VU la délibération du comité du syndicat mixte de gestion de l'aéropôle du Grand Nancy à Tomblaine en date du 14 novembre 2011 ;
CONSIDERANT qu'à la date du 31 décembre 2011 le syndicat mixte de gestion de l'aéropôle du Grand Nancy à Tomblaine ne comporte plus qu'une seule collectivité membre et, qu'en conséquence, sa dissolution doit être prononcée ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Le syndicat mixte de gestion de l'aéropôle du Grand Nancy à Tomblaine est dissout de fait au 31 décembre 2011.

Article 2 : Les conditions de liquidation du syndicat seront fixées ultérieurement par arrêté préfectoral après exécution du budget 2011 de la structure.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat mixte de gestion de l'aéropôle du Grand Nancy à Tomblaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, au président de la communauté urbaine du Grand Nancy et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 26 décembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

*Bureau des procédures environnementales***Arrêté modificatif du 15 décembre 2011 prescrivant des mesures de police des mines pour l'exploitation sans autorisation préfectorale d'un gîte géothermique à basse température sur la commune d'Essey-lès-Nancy, caserne Kléber**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier, notamment ses articles L134-4 et L134-5 ;
VU le code de l'environnement ;
VU le décret n° 78-498 modifié du 28 mars 1978 relatif aux titres de recherches et d'exploitation de géothermie ;
VU le décret n° 2006-649 modifié du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains ;
VU l'arrêté préfectoral n°795 du 20 juin 1983 accordant à la direction des travaux du génie de Nancy, caserne Blandan à Nancy, pour une durée de trente mois, une autorisation de recherches d'un gîte géothermique en vue de la reconnaissance des caractéristiques géothermales de la nappe des Grès du Trias inférieur (GTi) par un forage de 680 mètres de profondeur sur le territoire de la commune de Essey-lès-Nancy, dans l'enceinte de la caserne Kléber ;
VU le courrier en date du 14 avril 2009 de la direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement demandant au directeur de l'établissement d'infrastructure de la défense, caserne Verneau à Nancy, de préciser la situation actuelle dudit forage ;

CONSIDÉRANT que la nappe des Grès du Trias inférieur est exploitée comme gîte géothermique à partir d'un forage de 680 mètres de profondeur sans avoir fait l'objet d'une demande d'autorisation de permis d'exploitation, conformément aux dispositions du décret n°78-498 modifié du 28 mars 1978 susvisé ;

CONSIDÉRANT le constat effectué le 30 juin 2009 par les services de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le gîte géothermique est exploité sans avoir fait l'objet de la délivrance d'un permis d'exploitation de gîte géothermique à basse température ;

VU le courrier en date du 2 juillet 2009 du directeur de l'établissement d'infrastructure de la défense de Nancy, précisant que le forage concerné a assuré un certain temps le chauffage de la caserne Kléber à Essey-lès-Nancy, qu'aujourd'hui ce forage n'est plus exploité et que le site de la caserne Kléber à Essey-lès-Nancy est voué à l'aliénation ;

VU le rapport de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 8 juillet 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 3 août 2009 prescrivant des mesures de police des mines pour l'exploitation sans autorisation préfectorale d'un gîte géothermique à basse température sur la commune de Essey-lès-Nancy ;

VU le courrier du 8 novembre 2011 du chef de l'unité de soutien de l'infrastructure de la défense de Nancy sollicitant un délai supplémentaire pour respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 août 2009 susvisé ;

VU les arrêtés préfectoraux du 12 octobre 2009 et du 12 janvier 2011 prorogeant le délai jusqu'au 31 décembre 2010, puis jusqu'au 30 décembre 2011, pour permettre à l'unité de soutien du service de l'infrastructure de Nancy d'obtenir une meilleure connaissance du projet des repreneurs potentiels du site, au regard notamment de la réutilisation du forage géothermique d'Essey-lès-Nancy ;

CONSIDÉRANT que les engagements du directeur de l'établissement du génie de Nancy et le projet de reprise du site nécessitent un nouveau délai supplémentaire ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté préfectoral du 3 août 2009, modifié les 12 octobre 2009 et 12 janvier 2011, prescrivant des mesures de police des mines pour l'exploitation sans autorisation préfectorale d'un gîte géothermique à basse température sur la commune d'Essey-lès-Nancy, proroge le délai pour adresser au préfet de Meurthe-et-Moselle, à compter de la date de notification du présent arrêté, la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers au 31 décembre 2012.

Article 2 : Le présent arrêté, dans le délai de deux (2) mois, compté à partir de la date de sa notification, pourra faire l'objet d'un recours : hiérarchique devant le ministre chargé des mines ; contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Metz, unité de soutien du service de l'infrastructure de la défense de Nancy, section gestion du patrimoine, 80, rue du sergent Blandan, CS 53864 – 54029 NANCY Cedex et transmis à titre d'information au :

- maire de la commune d'Essey-lès-Nancy ;
 - directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
 - directeur régional de l'agence régionale de la santé publique ;
 - directeur régional des affaires culturelles ;
 - général, commandant la région militaire de défense nord-est.
- Nancy, le 15 décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Commune de Bouxières-aux-Dames - Acquisitions foncières nécessaires à l'aménagement de la zone d'habitation « Les Nevaux » - Arrêté de cessibilité du 15 décembre 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1, L.11-8, L.12-1 à L.12-6, L.13-1 à L.13-28, L.16-7 ainsi que les articles R.11-19 à R.11-31 ;

VU le décret 2008-466 du 19 mai 2008 modifiant le décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010, modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU la délibération du 4 février 2009 du conseil municipal de Bouxières-aux-Dames :

- sollicitant du préfet de Meurthe-et-Moselle l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique en vue de la réalisation de logements à vocation sociale au lieu-dit « les Nevaux » et d'une enquête parcellaire,
- demandant que les effets de la déclaration d'utilité publique soient étendus à l'Etablissement public foncier de Lorraine (EPFL),
- autorisant le maire à signer avec l'EPFL une convention de veille active et de maîtrise foncière opérationnelle pour permettre à l'établissement public de se porter acquéreur ;

VU la délibération du 13 mars 2009 de l'EPFL approuvant la convention de veille active et maîtrise foncière opérationnelle bassin de Pompey« Bouxières-aux-Dames - les Nevaux » n°FC4G02, signée le 29 avril 2009 ;

VU le dossier établi par l'EPFL en vue de l'enquête parcellaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête parcellaire du 5 mai 2011 au 27 mai 2011 inclus ;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;

VU les résultats de l'enquête parcellaire et l'avis favorable du 24 juin 2011 du commissaire enquêteur ;

VU les corrections apportées à l'état parcellaire modifié par l'EPF Lorraine pour les parcelles D n°751 et 178 ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2011 déclarant l'opération d'utilité publique ;

VU la demande du 28 novembre 2011 du directeur général de l'Etablissement public foncier de Lorraine sollicitant un arrêté de cessibilité ;

CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'acquérir les parcelles de terrain destinées à la réalisation de logements à vocation sociale au lieu-dit « Les Nevaux » à Bouxières-aux-Dames ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les parcelles de terrain désignées sur l'état et le plan parcellaires annexés au présent arrêté, nécessaires à l'aménagement de la zone d'habitation « Les Nevaux » en vue de la réalisation de logements à vocation sociale sur le territoire communal de Bouxières-aux-Dames, sont déclarées immédiatement cessibles à l'Etablissement public foncier de Lorraine,

Article 2 : La déclaration de cessibilité est valable pour une durée de six mois.

Article 3 : A défaut de cession amiable, il sera procédé à l'acquisition par voie d'expropriation légale.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié par l'expropriant, en pli recommandé avec avis de réception, aux propriétaires et usufruitiers concernés.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur général de l'Etablissement public foncier de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au maire de Bouxières-aux-Dames.

Nancy, le 15 décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Secrétaire Général absent,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Le plan et l'état parcellaires sont consultables à la préfecture, direction de l'action locale, bureau des procédures environnementales.

Commission d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle - Décision du 15 décembre 2011

VU le code de l'environnement et notamment ses articles D123-34 à D123-42 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2011-1236 du 4 octobre 2011., relatif à l'établissement des listes d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2011, portant renouvellement de la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur ;

APRES examen des candidatures auquel elle a procédé le 14 décembre 2011, sous la présidence de la présidente du tribunal administratif de NANCY ;

DECIDE

Article 1er : La liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2012 est annexée à la présente décision.

Article 2 : Cette liste pourra être consultée au greffe du tribunal administratif de NANCY et à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, bureau des procédures environnementales.

Article 3 : Cette liste sera publiée au recueil des actes administratifs (RAA) de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Le RAA peut-être consulté sur le site internet de la préfecture.

Nancy, le 15 décembre 2011

La Présidente du Tribunal Administratif,
Présidente de la Commission,
Claire SERRE

Commission Départementale d'Aptitude aux fonctions de Commissaire Enquêteur

LISTE D'APTITUDE 2012

NOM ET PRENOM	QUALITES
Monsieur Jacques AUBERTIN	Retraité
Monsieur Alain BECONCINI	Retraité
Madame Rachida BENELMIR	Gérante de société
Monsieur Riad BENELMIR	Professeur d'université
Monsieur Claude BESANCON	Retraité
Monsieur René BEUDIN	Retraité
Monsieur Jean-Jacques BIGORGNE	Retraité
Monsieur Dominique BISIAUX	Plasticien consultant
Monsieur Jacques BOULAY	Ingénieur
Monsieur Lionel BOURBIER	Retraité
Monsieur Roger BRUNANT	Retraité
Monsieur Yvon BUCHART	Retraité
Madame Guylène CAILLARD	Agent de voyage
Monsieur Claude CALAND	Retraité
Monsieur Antoine CAPUTO	Retraité
Monsieur Gérard CAUQUELIN	Retraité
Monsieur Raymond COLIN	Retraité
Madame Emmanuelle COLSON	Directrice de l'urbanisme
Monsieur Alain CONRADT	Architecte DPLG
Madame Evelyne COTE-CHOSSELER	Ingénieur conseil en hydrologie
Monsieur Jean DHERINE	Maître de conférences consultant
Monsieur Serge DONNEN	Retraité SNCF
Monsieur Christian EULOGE	Retraité
Monsieur Guillaume FOTRE	Chargé d'études urbanisme et environnement
Monsieur Gérard FOURRIERE	Retraité
Monsieur Gilles GAUTHIER	Retraité
Madame Yveline GERARD	Retraitee
Monsieur Christian GEX	Directeur fondation ELA
Monsieur Gérald GIL	Retraité
Monsieur Daniel GOUDOT	Expert-judiciaire
Monsieur Denis GRANDMOUGIN	Retraité Chef laboratoire
Monsieur Patrick GRANGE	Retraité gendarmerie

Monsieur Yves GRY	Professeur d'Université
Monsieur Gérard HYPOLITE	Agriculteur
Monsieur Francis JACOB	Contrôleur du trésor
Monsieur René JEUDY	Retraité gendarmerie
Madame Anne LAGORCE	Ingénieur d'Études
Monsieur Patrick LANG	Attaché territorial
Monsieur Jacques LANGLAIS	Retraité Ingénieur conseil
Monsieur Claude LEMOINE	Retraité
Mademoiselle Claude LEUVREY	Ingénieur agronome
Monsieur Alain LOUIS	Retraité
Madame Françoise MARC	Retraîtée
Monsieur Jean-Marie MAROTTE	Retraité
Madame Jacqueline MASSON	Retraîtée
Monsieur Michel MATHIEU	Retraité D.D.E.
Monsieur Jean-Pierre MICHEL	Retraité
Madame Charlotte MOUGEOT	Assistante environnement
Monsieur Philippe MUCCHIELLI	Eco-conseiller
Monsieur Bernard OUDIN	Retraité
Monsieur Alain PALISSON	Retraité
Monsieur Michel-Ange PICARDAT	Architecte
Monsieur Michel PIERRE	Retraité
Monsieur Jean-Luc PLEIGNET	Chargé d'études DDE
Monsieur Jean-François REGNARD	Retraité
Monsieur Pierre REVOL	Hydrogéologue
Madame Danièle ROBERT	Retraîtée
Monsieur Michel SCHUTZ	Retraité
Monsieur Philippe SOL	Architecte
Monsieur Dominique THIEBAUD	Ingénieur agronome
Monsieur Jean-François TRASSART	Consultant indépendant
Monsieur Dominique VALCK	Directeur d'agence associative
Monsieur Pierre VERDEAUX	Ingénieur Ponts et Chaussées
Monsieur Jean VIAL	Retraité
Monsieur Jean-Marie VOIRIOT	Retraité
Monsieur Jean-Claude ZABALA	Retraité
Monsieur Christian ZAMBONI	Retraité Métallurgie

La présente liste arrêtée à 67 commissaires enquêteurs, jointe en annexe de la décision portant établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur du département de MEURTHE-et-MOSELLE pour l'année 2012, sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE et pourra être consultée au greffe du tribunal administratif de NANCY et à la préfecture de MEURTHE-et-MOSELLE (Direction de l'action locale – bureau des procédures environnementales).

Nancy, le 15 décembre 2011

La Présidente du Tribunal Administratif,
Présidente de la Commission,
Claire SERRE

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté modificatif du 9 décembre 2011 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la consommation et notamment ses articles L331-1et R331-1et suivants,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
VU l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2010 élargissant le champ de compétence de la commission de Nancy à l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle,
VU l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2011 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Meurthe-et-Moselle,
SUR proposition du secrétaire général de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 2 septembre 2011 est modifié ainsi qu'il suit :

La commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Meurthe-et-Moselle, est composée ainsi qu'il suit :

Président : le préfet de Meurthe-et-Moselle.

Vice-présidente : la directrice départementale des finances publiques.

Le préfet peut se faire représenter par son délégué : M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission.

La vice-présidente peut se faire représenter par sa déléguée : Mme Odile GAMBETTE, inspectrice, chargée de mission au pôle gestion publique.

En cas d'absence du préfet et du responsable départemental des finances publiques, la commission est présidée par le délégué du préfet, M. Luc VILAIN.

En cas d'absence de M. Luc VILAIN, la commission est présidée par la déléguée de la directrice départementale des finances publiques, Mme Odile GAMBETTE.

Le reste est sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des finances publiques sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 9 décembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 11.BI.120 du 28 décembre 2011 chargeant Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de BRIEY, d'assurer l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er janvier 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU la circulaire NOR INT A 04 0072 C du 10 juin 2004 relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales ;

VU le décret du Président de la République en date du 4 février 2011 nommant Mme Christine BOEHLER sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;

VU le décret du Président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 4 novembre 2011 portant admission à la retraite de M. François MALHANCHE à compter du 1er janvier 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.69 du 22 août 2011, modifié par l'arrêté préfectoral n° 11.BI.116 du 15 novembre 2011, accordant délégation de signature à M. François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDERANT la vacance de poste de secrétaire général de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er janvier 2012 ;

SUR proposition du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey, est chargée d'assurer, à compter du 1er janvier 2012, l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle jusqu'à l'installation dans ses fonctions d'un nouveau secrétaire général.

Article 2 : Dans le cadre de ses fonctions, Mme Christine BOEHLER possède l'intégralité des compétences exercées par le secrétaire général et délégation lui est donnée à l'effet de signer tous les arrêtés, décisions, circulaires, rapports, documents et correspondances relevant des attributions de l'État dans le département de Meurthe-et-Moselle, à l'exception des arrêtés de conflit.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement du préfet de Meurthe-et-Moselle, Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey, assure la suppléance du préfet, conformément aux dispositions de l'article 45 du décret du 29 avril 2004 susvisé.

Article 4 : Les arrêtés préfectoraux n° 11.BI.69 du 22 août 2011 et n° 11.BI.116 du 15 novembre 2011 sont abrogés.

Article 5 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et Mme Christine BOEHLER, secrétaire général par intérim, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée aux sous-préfets de Lunéville et de Toul, à la directrice de cabinet, au sous-préfet chargé de mission, à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 28 décembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision ARS-DT54 n° 130/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 - FAM de l'AGI - FINESS 540019882 - 11, Avenue du Charmois – 54 500 Vandoeuvre géré par l'Association « Accueillir et Guider l'Intégration (AGI) »

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publiée au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté 2009 DDASS/SSA n°811/DISAS/POLE PA/PH n°301 autorisant l'association Accueillir et Guider l'Intégration à créer 20 places de Foyer d'Accueil Médicalisé par transformation du Service Expérimental de Soins et d'Accompagnement de Vandoeuve ;
 CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de l'AGI - FINESS n°540019882 pour l'exercice 2011 ;
 CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 11 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de l'AGI - FINESS n°540019882 ;

DECIDE

Article 1er : Le forfait global de soins pour l'exercice 2011 s'élève 680 713,47 €. Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de l'AGI - FINESS n°540019882 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9.200,00
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	672.496,82
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5.563,30
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	687.260,12
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	680.713,47
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	6.546,65
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	687.260,12

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à 56 726,12 € ; Soit un forfait journalier de soins de 121,97 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le forfait global de soins fixé à l'article 1^{er} de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AGI pour le FAM-FINESS n°540019882.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 L'Animateur Territorial,
 Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 145/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 - SSIAD Section Personnes Handicapées – FINESS N°540016458 - 15 Allée des Grands Pâquis – 54180 Heillecourt géré par le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques de Lorraine (GIHP)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 6 avril 2006 autorisant la création d'un Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH), sis 15 Allée des Grands Pâquis - 54180 HEILLECOURT géré par le Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques de Lorraine (GIHP) ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH du GIHP - FINESS n 540016458 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 13 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH du GIHP - FINESS n° 540016458 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **306 628,51 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du le SSIAD PH du GIHP - FINESS n 540016458 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 824,36
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	243 965,35
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 331,71
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	14 507,09
	TOTAL Dépenses	306 628,51
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	306 628,51
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	306 628,51

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **25 552,38 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association GIHP pour le SSIAD PH FINESS n 540016458.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 142/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 - SSIAD Section Personnes Handicapées – FINESS N°540003175 - 38 rue de Dieuze – 54 000 Nancy géré par l'Association Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 février 2003 autorisant la création d'un Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés, sis 38 rue de Dieuze – 54 000 NANCY géré par l'Association Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH de l'OHS - FINESS N°540003175 pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **208 751,90 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIAD PH SSIAD PH de l'OHS - FINESS N°540003175 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	27 821,86
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	180 002,60
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	927,44
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	208 751,90
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	208 751,90
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	208 751,90

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **17 395,99€** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le SSIAD PH - FINESS N°540003175.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 142/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 - SSIAD Section Personnes Handicapées – FINESS N°540003175 - 38 rue de Dieuze – 54000 Nancy géré par l'Association Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 février 2003 autorisant la création d'un Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Adultes Handicapés, sis 38 rue de Dieuze – 54 000 NANCY géré par l'Association Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH de l'OHS - FINESS N°540003175 pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **208 751,90 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIAD PH SSIAD PH de l'OHS - FINESS N°540003175 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	27 821,86
	- dont CNR	

Recettes	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	180 002,60
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	927,44
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	208 751,90
	Groupe I Produits de la tarification	208 751,90
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	208 751,90

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **17 395,99€** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Béné - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le SSIAD PH - FINESS N°540003175.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 151/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SSIAD Section Personnes Handicapées des 4 cantons - FINESS N°540010592 géré par l'Association ADMR- 11, Bis rue des Moulins - 54 120 Baccarat

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral n°884 en date du 4 Août 2009 autorisant l'Association SSIAD ADMR de Baccarat à étendre de 5 places pour personnes handicapées la capacité du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) des 4 cantons ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 26 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH des 4 cantons -FINESS n 540010592 pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **60 178,21 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIAD PH des 4 cantons -FINESS n 540010592 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	21 816,86
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	48 292,21
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 157,61
	- dont CNR	

	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	71 266,68
Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	60 178,21
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	296,59
	Reprise d'excédents	10 791,88
	TOTAL Recettes	71 266,68

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **5 014,85 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'ADMR pour le SSIAD PH des 4 cantons -FINESS n 540010592

Nancy, le 16 septembre 2011 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 137/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SAMSAH de Rosières- FINESS N°540004058 - 4 rue Léon Parisot – 54110 Rosières-aux-Salines géré par le CAP'S de Rosières

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrête conjoint Préfet/Président du Conseil Général n°508 du 30 juillet 2008 autorisant le Carrefour d'Accompagnement Public Social (CAP'S) de ROSIERES-AUX-SALINES à étendre la capacité du Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) de 20 places ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH de Rosières FINESS n 540004058 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 12 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH de Rosières - FINESS n 540004058 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **348 957,68 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles le SAMSAH de Rosières FINESS n 540004058 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 979,23
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	331 846,56
	- dont CNR	
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	7 976,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	363 801,79
Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	348 957,68
	- dont CNR	

	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	14 844,11
	TOTAL Recettes	363 801,79

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **29 079,81 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au CAP'S de Rosières pour le SAMSAH de Rosières FINESS n 540004058

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,

L'Animateur Territorial,

Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 147/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SSIAD Section Personnes Handicapées- FINESS N°540013851 géré par l'Association SCIAD du Val de Lorraine - 2 place Jules Colombé - 54700 Pont à Mousson

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 mars 2007 autorisant l'extension de places pour personnes handicapées par le Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Adultes Handicapées (SSIADPAH), de Pont à Mousson géré par l'Association SCIAD du Val de Lorraine de Pont à Mousson ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH du Val de Lorraine - FINESS n 540013851 pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **118 775,96 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIAD PH du Val de Lorraine - FINESS n 540013851 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	31 929,00
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	58 822,17
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 173,17
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	25 851,62
	TOTAL Dépenses	118 775,96
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	118 775,96
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	118 775,96

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **9 898,00 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association du Val de Lorraine pour le SSIAD PH - FINESS n 540013851

Nancy, le 16 septembre 2011 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,

L'Animateur Territorial,

Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 136/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 CENTRE DE PREORIENTATION – FINESS N° 540 012 465 75 - boulevard Lobau – 54000 Nancy géré par l'UGECAM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 octobre 1989 autorisant la création d'un Centre de Préorientation et UEROS, sis 51 avenue de la Libération – 54840 GONDREVILLE et géré par l'UGECAM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le Centre de Préorientation et UEROS- FINESS n 540 012 465 pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : Les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre de Préorientation et UEROS- FINESS n 540 012 465 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	345 146,78
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	602 877,66
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	29 855,96
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	977 880,40
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	952 880,40
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	15 000
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	10 000
	TOTAL Recettes	977 880,40

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations du Centre de Préorientation - FINESS n 540 012 465 sont autorisées comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

Internat – Préorientation : 223,10 €

Semi-internat – Préorientation : 150,31 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011 applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera :

Internat – Préorientation : 223,10 €

Semi-internat – Préorientation : 150,31 €

Article 3 : La dotation globale de soins de l'UEROS- FINESS n 540 012 465 s'élève à **358 472,56 €** pour l'exercice budgétaire 2011 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011

Article 3 bis : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **29 872,71 €**.

Article 4 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 5 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé aux articles 2, 3 et 3 BIS de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'UGECAM pour le Centre de Préorientation et UEROS- FINESS n° 540 012 465

Nancy, le 16 septembre 2011 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,

L'Animateur Territorial,

Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 141/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SAMSAH MICHELET- FINESS N°540003688 - 10 rue Dominique LOUIS – 54000 Nancy géré par l'Association AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH MICHELET de l'AEIM - FINESS n°540003688 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 15 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH MICHELET de l'AEIM - FINESS n°540003688 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **326 787,81 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAMSAH MICHELET - FINESS n°540003688 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	18 108,76
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	337 172,19
	- dont CNR	3 065,88
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	21 506,86
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	376 787,81
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	326 787,81
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	50 000,00
	TOTAL Recettes	376 787,81

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **27 232,32 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour le SAMSAH MICHELET - FINESS n°540003688.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 113/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SESSAD du CEM de Flavigny – FINESS N°540020096 - 46 rue du Doyen Parisot – 54 630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
VU le Code de la Sécurité Sociale ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 2005 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile du Centre d'Education Motrice, sis 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;
CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD du CEM de Flavigny - N°540020096 pour l'exercice 2011 ;
CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 18 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD du CEM de Flavigny - N°540020096 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **271.511,00 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD du CEM de Flavigny - N°540020096 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	143.550,00
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	121 074,00
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	26.105,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	290.729,00
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	271.511,00
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	6.218,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	13.000,00
	TOTAL Recettes	290.729,00

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **22.625,92 €**.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le SESSAD du CEM de Flavigny - N°540020096.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 108/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SESSAD de l'IME de Flavigny – FINESS N°540020070 - 46 rue du Doyen Parisot – 54 630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU le Code de la Sécurité Sociale ;
 VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
 VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif, sis 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;
 CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de l'IME de Flavigny - N°540020070 pour l'exercice 2011 ;
 CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 18 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de l'IME de Flavigny - N°540020070 ;

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **226 279,20 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD de l'IME de Flavigny - FINESS N°540020070 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	53.329,00
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	128 452,00
	- dont CNR	
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	41 591,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	2 907,20
	TOTAL Dépenses	226 279,20
Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	226 279,20
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	226 279,20

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **18.856,60 €**.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le SESSAD de l'IME de Flavigny - N°540020070.

Nancy, le 16 septembre 2011 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 L'Animateur Territorial,
 Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 105/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SESSAD de Méhon – FINESS N°540013869 - 12 rue Gambetta – 54300 Lunéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 » de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 » publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2002 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile de l'Institut Médico-Educatif «Les Terrasses de Méhon», sis 12 rue Gambetta – 54300 LUNEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD Méhon de l'OHS FINESS N°540013869 pour l'exercice 2011 ;

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **435 590,59 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD Méhon - FINESS N°540013869 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 869,04
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	450 136,61
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	21 584,94
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	480 590,59
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	435 590,59
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	45 000,00
	TOTAL Recettes	480 590,59

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **36 299,22 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le SESSAD de Méhon FINESS N°540013869.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 127/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 - SESSAD VIVRE AVEC L'AUTISME- FINESS N° 54 0020302 - 17, rue Laurent Bonnevey – 54000 Nancy géré par l'Association Vivre avec l'Autisme de Nancy

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 » de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 » publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 Bl.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral N°151 en date du 20 Février 2009 autorisant la création Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (SESSAD) de 30 places géré par l'Association Vivre avec l'Autisme de Nancy ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD pour l'exercice 2011 ;

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **828 039,53 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD de l'Association Vivre avec l'autisme– FINESS N° 54 0020302 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	46 500,00
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	651 171,53
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	170 755,00
	- dont CNR	124 955,00
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	868 426,53
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	828 039,53
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	40 387,00
	TOTAL Recettes	868 426,53

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **69 003,29 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association Vivre avec l'autisme pour le SESSAD – FINESS N° 54 0020302

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 143/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SSIAD – Section Personnes Handicapées CARMi EST - FINESS N°540012762 - 50, rue Pierre de Bar – 54240 Joeuf géré par la CARMi EST 57804 Freyming-Merlebach

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 » de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 » publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 Bl.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 11 août 2000 autorisant le transfert de gestion à la SSM Fer de Sel de Lorraine et l'extension du Service de Soins Infirmiers à Domicile pour Personnes Handicapées (SSIADPH) dénommé « SSM Fer et Sel de Lorraine », sis 100 rue de Franchepré – 54240 JOEUF ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH - CARMI EST - FINESS n 540012762 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 2 août 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SSIAD PH - CARMI EST - FINESS n 540012762 ;

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **79 970,31 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSIAD PH - CARMI EST - FINESS n 540012762 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 288,00
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	72 937,00
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	150,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	79 970,31
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	70 970,31
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	9000,00
	TOTAL Recettes	79 970,31

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **6 664,19 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la CARMI EST pour le SSIAD PH FINESS n 540012762.

Nancy, le 16 septembre 2011
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 L'Animateur Territorial,
 Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 94/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 CEDV « Services » – FINESS N° 540009933 - 8 rue de Santifontaine – 54 052 NANCY Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 février 1994 autorisant la création d'un Centre d'Education pour Déficients Visuels, sis 8 rue de Santifontaine – 54 052 NANCY Cedex et géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles ;
 CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 21 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le CEDV « Services » - FINESS n°540009933 pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **1.769.331,45 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du CEDV « Services » - FINESS n°540009933 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	170 807,00
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	1 497 187,45
	- dont CNR	
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	152 483,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	1 820 477,45
Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	1 769 331,45
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	48 620,00
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	2 526,00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	1 820 477,45

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **147.444,29 €**.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Institution des Jeunes Aveugles pour le CEDV « Services » - FINESS n°540009933.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 L'Animateur Territorial,
 Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 128/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 CRA du CPN- FINESS N°540015468 - Boîte Postale 1010 – 54 521 Laxou Cedex géré par le Centre Psychothérapique de Nancy

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2005 autorisant la création d'un Centre de Ressource de l'Autisme (CRA), sis au CPN de LAXOU et géré par le Centre Psychothérapique de Nancy à LAXOU ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 22 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le CRA du CPN - FINESS n°540015468 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 13 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le CRA du CPN - FINESS n°540015468 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **171 797,46 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du CRA du CPN - FINESS n°540015468 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	37 650,00
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	345 492,46
	- dont CNR	
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	34 259,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	417 401,46
Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	171 797,46
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	215 571,00
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	30 033,00
	TOTAL Recettes	417 401,46

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **14 316,46 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au CPN pour le CRA - FINESS n°540015468.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 144/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SAMSAH La Maison du Pré Saint Charles- FINESS N°540014388 - 21 rue de la Meuse – 54860 Haucourt-Moulaine géré par l'Association AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté conjoint Préfet/Président du Conseil Général n°515 en date du 30 juillet 2008 autorisant la transformation de la Structure Innovante avec Soins Médicaux en Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) dénommé « La Maison du Pré St Charles », sis 21 rue de la Meuse – 54860 HAUCOURT-MOULAINES et gérée par L'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH - La Maison du Pré Saint Charles - FINESS n°540014388 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 15 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH - La Maison du Pré Saint Charles - FINESS n°540014388 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **211 871,44 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAMSAH - La Maison du Pré Saint Charles - FINESS n°540014388 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 688,09
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	200 143,53
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 039,82
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	211 871,44
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	211 871,44
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	211 871,44

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **17 655,95 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour le SAMSAH - La Maison du Pré Saint Charles - FINESS n°540014388.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,

L'Animateur Territorial,

Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 153/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SAMSAH CIBULKA – FINESS N°540020682 - 72 bis, rue Jean Jaurès – 54230 Neuves-Maisons géré par l'Association AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté conjoint Préfet/Président du Conseil Général n°831-311 en date du 25 Août 2009 autorisant la création d'un Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés adossé au Foyer Emile CIBULKA», sis 72 bis, rue Jean Jaurès – 54 230 NEUVES MAISONS et géré par l'Association AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH CIBULKA - FINESS n°540020682 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 15 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH CIBULKA - FINESS n°540020682 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **386 933,10 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAMSAH CIBULKA - FINESS n°540020682 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	21 600,00
	- dont CNR	

Recettes	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	346 305,10
	- dont CNR	2 000,00
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	19 028,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	386 933,10
	Groupe I	
	Produits de la tarification	386 933,10
	- dont CNR	
	Groupe II	
Recettes	Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	386 933,10

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **32 244,43 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour le SAMSAH CIBULKA - FINESS n°540020682.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 123/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SESSAD de l'AEIM – FINESS N°540004447 - 6 allée Saint Cloud – 54600 Villers-lès-Nancy géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 mars 1987 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile, sis 6 allée de Longchamp – Parc d'activités de l'hippodrome – 54600 VILLERS-LES-NANCY et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de l'AEIM - FINESS n°540004447 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 15 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de l'AEIM - FINESS n°540004447 ;

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **1 929 686,93 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD de l'AEIM - FINESS n°540004447 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	93 142,00
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	1 588 048,72
	- dont CNR	3 200,00
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	286 679,21

Recettes	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	1 967 869,93
	Groupe I	
	Produits de la tarification	1 929 686,93
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	11 309,00
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
Recettes	Reprise d'excédents	26 874,00
	TOTAL Recettes	1 967 869,93

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **160 807,24 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour le SESSAD - FINESS n°540004447.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 96/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SSEFIS de l'Institut des Sourds- FINESS N° 540009719 - 2 rue Joseph Piroux – 54140 Jarville-la-Malgrange géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2002 autorisant la création d'un Etablissement dénommé « Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange », sis 2 rue Joseph Piroux – 54140 JARVILLE et géré par l'Institut des Jeunes Sourds de la Malgrange ;

VU l'arrêté DGARS/N°2011-270 en date du 6 juillet 2011 autorisant l'extension de 25 places sur le SSEFIS ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SSEFIS de l'Institut des Sourds - FINESS n°540009719 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 18 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SSEFIS de l'Institut des Sourds - FINESS n°540009719 ;

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **1 430 502,85 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SSEFIS de l'Institut des Sourds - FINESS n°540009719 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	45 100,00
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	1 336 195,45
	- dont CNR	
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	67 354,49
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	1 448 649,94

Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	1 430 502,85
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	18 147,09
	TOTAL Recettes	1 448 649,94

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **119 208,57 €**.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Institut des Sourds de la Malgrange pour le SSEFIS - FINESS n°540009719

Nancy, le 16 septembre 2011
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 L'Animateur Territorial,
 Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 133/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 FAM de l'ALAGH- FINESS 540012606 - 1161 avenue Pinchard – 54100 Nancy géré par l'ALAGH

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 juin 1990 autorisant la création du Foyer d'Accueil Médicalisé, sis 1161 avenue Pinchard – 54 100 NANCY et géré par l'ALAGH ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 31 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de l'ALAGH - FINESS n°540012606 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 20 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de l'ALAGH à Nancy - FINESS n°540012606 ;

D E C I D E

Article 1er : Le forfait global de soins pour l'exercice **2011** s'élève **304 920,64 €**,

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de l'ALAGH à Nancy - FINESS n°540012606 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	162.550,26
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	138.467,36
	- dont CNR	1.668,36
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	3.903,02
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	304.920,64
Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	304.920,64
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	

	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	304.920,64

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **25 410,05€**;

Soit un forfait journalier de soins de **94 ,37€**.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture - ARS LORRAINE.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'ALAGH pour le FAM - FINESS n°540012606.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 152/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 FAM de l'ARS- FINESS n°540020674 Ars Pierre Vivier – 156, Bd d'Austrasie – 54000 Nancy géré par l'Association Accueil et Réinsertion Sociale (ARS) 12 boulevard Jean Jaurès – 54000 Nancy

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU L'arrêté 2009 DDASS/SSAN°819-DISAS/POLEPA/PHN°303 du 3 Août 2009 autorisant l'Association Accueil et Réinsertion Sociale (ARS) à créer un Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) de 30 places ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en juillet 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de l'ARS - FINESS n°540020674 pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : Le forfait global de soins pour l'exercice 2011 s'élève **309 982 €**,

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de l'ARS - FINESS n°540020674 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11.529,00
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	138.373,00
	- dont CNR	
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	160.080,00
	- dont CNR	121.920,00
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	309.982,00
Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	309.982,00
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	309.982,00

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **25 831,83 €**.

Soit un forfait journalier de soins de **92,98 €**.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'ARS pour le FAM-FINESS n°540020674

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,

L'Animateur Territorial,

Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 131/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 FAM de l'IJA-FINESS 540012556 - Rue de la Libération – 54 330 Vézelize géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de l'IJA - FINESS n°540012556 pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : Le forfait global de soins pour l'exercice **2011** s'élève **806 771,56 €**,

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de l'IJA - FINESS n°540012556 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16.400,02
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	777.684,84
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19.436,70
	- dont CNR	6.430,00
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	813.521,56
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	806.771,56
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	6.750,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	813.521,56

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **67 230,96 €**;

Soit un forfait journalier de soins de **70,97 €**.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le forfait global de soins fixé à l'article 1^{er} de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'IJA pour le FAM-FINESS n°540012556.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 139/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 FAM de Michelet- FINESS 540003738 - 10 rue Dominique LOUIS – 54000 Nancy géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
VU le Code de la Sécurité Sociale ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;
VU l'arrêté conjoint Préfet/Président du Conseil Général n°54-016 en date 27 janvier 2010 modifiant la capacité du Foyer d'Accueil Médicalisé, dénommé MICHELET, sis 10 rue Dominique LOUIS – 54000 NANCY et géré par l'AEIM ;
CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de Michelet de l'AEIM - FINESS n°540003738 pour l'exercice 2011 ;
CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 15 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de Michelet de l'AEIM - FINESS n°540003738 ;

D E C I D E

Article 1er : Le forfait global de soins pour l'exercice 2011 s'élève **585 713,37 €**,

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de Michelet de l'AEIM - FINESS n°540003738 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	63.783,27
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	487.332,99
	- dont CNR	10.431,28
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	34.597,11
	- dont CNR	800,00
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	585.713,37
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	585.713,37
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	585.713,37

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **48 809,45 €**;

Soit un forfait journalier de soins de **59,38 €**.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture - ARS LORRAINE.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour le FAM de Michelet - FINESS n°540003738.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 140/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 FAM de Bayon- FINESS 540013539 - Route de Baccarat – 54290 Bayon géré par le CAP'S de Rosières-aux-Salines

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU le Code de la Sécurité Sociale ;
 VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
 VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 21 octobre 1999 autorisant la création d'un Foyer d'Accueil Médicalisé, sis Route de Baccarat – 54290 BAYON et géré par l'Etablissement Public Communal de Rosières-aux-Salines ;
 CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de Rosières - FINESS n°540013539 pour l'exercice 2011 ;
 CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 12 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de Rosières - FINESS n°540013539 ;

DECIDE

Article 1er : Le forfait global de soins pour l'exercice 2011 s'élève **279 402,00 €**,

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de Rosières - FINESS n°540013539 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	47.099,00
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	230.893,00
	- dont CNR	
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	1.500,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	279.402,00
Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	279.402,00
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	279.402,00

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **23 283,50 €**;

Soit un forfait journalier de soins de **73,53 €**.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au CAP'S pour le FAM - FINESS n°540013539.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 L'Animateur Territorial,
 Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 150/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 FAM de Toul- FINESS 540019189 - 4 bis, Avenue Kennedy – 54200 Toul géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté conjoint Préfet/Président du Conseil Général n°1021-327 en date du 29 août 2008 autorisant la création du Foyer d'Accueil Médicalisé, sis 4 bis, Avenue Kennedy – 54 200 TOUL et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de Toul de l'AEIM - FINESS n°540 019 189 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 15 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le FAM de Toul de l'AEIM - FINESS n°540 019 189 ;

DECIDE

Article 1er : Le forfait global de soins pour l'exercice 2011 s'élève **140 837,40 €, €**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du FAM de Toul de l'AEIM - FINESS n°540 019 189 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	24.535,00
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	104.425,79
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	11.876,61
	- dont CNR	1.000,00
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	140.837,40
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	140.837,40
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	140.837,40

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **11 736,45 €** ;

Soit un forfait journalier de soins de **45,39 €**.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour le FAM de Toul de l'AEIM - FINESS n°540 019 189.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 149/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SAMSAH du SISU- FINESS 540020732 - 11 Avenue du Charmois – 54500 Vandoeuvre-lès-Nancy géré par l'Association "Service d'Intégration Scolaire et Universitaire" (SISU)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 » publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté conjoint 2009 DDASS/SSA N°812 - DISAS/POLE PA/PH n°364 en date du 20 novembre 2009 autorisant la création d'un SAMSAH, sis 8 rue des Myosotis – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY et géré par l'Association "Service d'Intégration Scolaire et Universitaire" ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH du SISU FINESS N°540 020732 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 13 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH du SISU FINESS N°540 020732 ;

DECIDE

Article 1er : Le forfait global de soins pour l'exercice 2011 s'élève **29 717,00€**,

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAMSAH du SISU FINESS N°540 020732 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	25.296,00
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	4.421,00
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	0,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	29.717,00
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	29.717,00
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	29.717,00

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **2 476,42 €**.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au SISU pour le SAMSAH - FINESS N°540 020732.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 116/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SESSAD DE REALISE FINESS N°540 013 455» - 15 rue Saint-Charles – 54140 Jarville géré par l'Association REALISE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 » de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 » publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci délégation de signature est donnée à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 avril 1993 autorisant la création d'un Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile dénommé «l'Escal» sis 15 rue Saint-Charles – 54140 JARVILLE géré par l'association REALISE ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de REALISE – FINESS n°540 013 455 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 15 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de REALISE – FINESS n°540 013 455 ;

DECIDE

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **694 651,35 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD de REALISE FINESS n° 540 013 455 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	54 703,11
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	574 563,57
	- dont CNR	
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	65 384,67
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	694 651,35
Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	694 651,35
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	694 651,35

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **57 887,61 €** ;

Soit un tarif journalier de soins de **421,00 €**.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association REALISE pour le SESSAD - FINESS n° 540 013 455

Nancy, le 16 septembre 2011 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 101/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SESSAD Professionnel – FINESS N° 540 016 748 - 12 poste de Velaine – 54840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution SAINT-CAMILLE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 juillet 2008 autorisant l'Institution SAINT-CAMILLE à créer par anticipation au titre de 2009, 11 places supplémentaires pour le SESSAD PRO, sis 12 poste de Velaine – 54840 VELAINE-EN-HAYE ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD PRO- FINESS N° 540 001 6748 pour l'exercice 2011 ;
 CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 13 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD PRO- FINESS N° 540 001 6748 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **220 172,76 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD PRO- FINESS N° 540 001 6748 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16 270,00
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	182 172,76
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	21 730,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	220 172,76
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	220 172,76
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	220 172,76

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **18 347,73 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association SAINT CAMILLE pour le SESSAD PRO- FINESS N° 540 001 6748

Nancy, le 16 septembre 2011
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 L'Animateur Territorial,
 Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 100/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SESSAD de SAINT CAMILLE – FINESS N°540 013 422 12 - poste de Velaine – 54840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution SAINT-CAMILLE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral n°832 en date du 4 août 2009 autorisant l'Association Saint Camille de Velaine en Haye à étendre la capacité de 13 à 26 places du SESSAD de Maxéville et de créer une antenne à Ponta à Mousson.

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de Saint Camille- FINESS N°540 013 422 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 13 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD de Saint Camille- FINESS N°540 013 422 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **380 577,59 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD de Saint Camille– FINESS

N°540 013 422 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	42 800,00
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	300 667,59
	- dont CNR	
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	37 110,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	380 577,59
Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	380 577,59
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	380 577,59

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **31 714,80 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association Saint Camille pour le SESSAD de Saint Camille– FINESS N°540 013 422.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 111/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 - SESSAD TCC – FINESS N°540018728 - 14 rue René Dorme – 54150 Briey géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral N°5592 en date du 29 novembre 2007 autorisant la création Service d'Education Spécialisée et de Soins à Domicile (SESSAD) sis 14 rue René Dorme - 54150 BRIEY géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD TCC– FINESS N°540018728 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 18 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le SESSAD TCC– FINESS N°540018728 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **385.574,29 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SESSAD TCC FINESS N°540018728 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	77.579,00
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	291.524,29
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	34.471,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	403.574,29
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	385.574,29
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	18.000,00
	TOTAL Recettes	403.574,29

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **32.131,19 €**.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le SESSAD TCC FINESS N°540018728.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 124/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 Centre pour Polyhandicapés de Blâmont – FINESS n° 540 013 877 - 33 rue du Château – 54450 Blâmont géré par la Croix Rouge Française

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 » de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 » publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 Bl.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 janvier 1999 autorisant la création d'un Centre pour Polyhandicapés dénommé «Les Rives du Château», sis 33 rue du Château – 54 450 BLAMONT et géré par la Croix Rouge Française ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 21 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le Centre pour Polyhandicapés dénommé «Les Rives du Château» - FINESS n°540 013 877 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 15 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le Centre pour Polyhandicapés «Les Rives du Château» - FINESS n°540 013 877 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre pour Polyhandicapés «Les Rives du Château» - FINESS n°540 013 877 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	532.305,07
	- dont CNR	

	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2.826.739,00
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	527.757,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	3.886.801,07
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	3.710.401,07
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	73.400,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	53.000,00
	Reprise d'excédents	50.000,00
	TOTAL Recettes	3.886.801,07

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations du Centre pour Polyhandicapés «Les Rives du Château»- FINESS n°540 013 877 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

- Internat: 270,88 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat: 270,88 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat: 270,88 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat: 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat: 201,94 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 269,77 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 269,77 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 269,77 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 200,83 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé aux articles 2 et 2 bis de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la Croix Rouge Française pour le Centre pour Polyhandicapés «Les Rives du Château» - FINESS n°540 013 877

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 98/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 IME de SAIT CAMILLE – FINESS n° 540 000 718 - 12 poste de Velaine – 54840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution SAINT-CAMILLE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 » publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 Bl.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) «Saint-Camille», sis 12 poste de Velaine – 54840 VELAINE-EN-HAYE et géré par l'Institution SAINT-CAMILLE ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME de Saint Camille - FINESS n°540 000 718 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 13 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME de Saint Camille - FINESS n°540 000 718 ;

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles l'IME de Saint Camille - FINESS n°540 000 718 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	610 780,00
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	2 723 494,13
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	367 133,05
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	204 920,39
	TOTAL Dépenses	3 906 327,57
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	3 890 327,57
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	6 000,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	10 000,00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	3 906 327,57

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations de l'IME de Saint Camille - FINESS n°540 000 718 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

- Internat: 218,53 €

- Semi-internat : 191,23 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit:

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat: 218,53 €

- Semi-internat : 191,23 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat: 218,53 €

- Semi-internat : 191,23 €

- Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat: 68,94 €

- Semi-internat : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat: 149,59 €

- Semi-internat : 122,29 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 200,94 €

- Semi-internat : 180,90 €

- Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 200,94 €

- Semi-internat : 180,90 €

- Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 200,94 €
 - Semi-internat : 180,90 €
 - Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)
 Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :
 - Internat : 68,94 €
 - Semi-internat : 68,94 €
 Prix de journée à facturer au Conseil Général :
 - Internat : 132,00 €
 - Semi-internat : 111,96 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Béné - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé aux articles 2 et 2 bis de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association SAINT CAMILLE pour l'IME - FINESS n°540 000 718

Nancy, le 16 septembre 2011
 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 L'Animateur Territorial,
 Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 114/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 Centre d'Education Motrice de Flavigny – FINESS N°540018777 - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
 VU le Code de la Sécurité Sociale ;
 VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;
 VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
 VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
 VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publiée au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;
 VU l'arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1997 autorisant la création d'un Centre d'Education Motrice, sis 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;
 CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Education Motrice de Flavigny - N°540000593 pour l'exercice 2011 ;
 CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 18 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le Centre d'Education Motrice de Flavigny - N°540018777 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre d'Education Motrice de Flavigny - N°540018777 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3.465.315,05
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	5.197.413,00
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1.547.107,06
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	726.990,01
	TOTAL Dépenses	10.936.825,12
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	10.372.119,12
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	188.360,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	376.346,00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	10.936.825,12

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire **2011** la tarification des prestations du Centre d'Education Motrice de Flavigny - N°540018777 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

- Semi-Internat : 457,59 €

- Internat bis : 567,58 €

- Internat ter : 816,60 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit:

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-Internat : 457,59 €

- Internat bis : 567,58 €

- Internat ter : 816,60 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-Internat : 457,59 €

- Internat bis : 567,58 €

- Internat ter : 816,60 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-Internat : 68,94 €

- Internat bis : 68,94 €

- Internat ter : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-Internat : 388,65 €

- Internat bis : 498,64 €

- Internat ter : 747,66 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Semi-Internat : 480,28 €

- Internat bis : 462,75 €

- Internat ter : 704,63 €

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-Internat : 480,28 €

- Internat bis : 462,75 €

- Internat ter : 704,63 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-Internat : 480,28 €

- Internat bis : 462,75 €

- Internat ter : 704,63 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-Internat : 68,94 €

- Internat bis : 68,94 €

- Internat ter : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-Internat : 411,34 €

- Internat bis : 393,81 €

- Internat ter : 635,69 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé aux articles 2 et 2 bis de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le Centre d'Education Motrice de Flavigny - N°540018777.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision ARS-DT54 n° 112/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 Centre de soins de l'EREA de Flavigny – FINESS N°540000593 - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 » publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 janvier 1969 autorisant la création du Centre de Soins de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté, sis Rue de Mirecourt – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le Centre de Soins de l'EREA de Flavigny - N°540000593 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 18 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter le Centre de Soins de l'EREA de Flavigny - N°540000593 ;

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles du Centre de Soins de l'EREA de Flavigny - N°540000593 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2.073.688,00
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1.875.006,24
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	64.671,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	4.013.365,24
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	3.935.107,24
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	13.558,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	4.700,00
	Reprise d'excédents	60.000,00
	TOTAL Recettes	4.013.365,24

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations du Centre de Soins de l'EREA de Flavigny - N°540000593 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

- Internat : 184,86 €

- Semi-internat : 184,86 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

- Internat : 204,43 €

- Semi-internat : 204,43 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture – ARS LORRAINE.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le Centre de Soins de l'EREA de Flavigny - N°540000593.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 109/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 - IME de Flavigny – FINESS N°540000577 - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 » de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 » publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 Bl.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif, sis 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME de Flavigny - N°540000577 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 18 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME de Flavigny - N°540000577 ;

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME de Flavigny - N°540000577 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 728 068,00
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	6 319 102,90
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	806 771,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	223 637,45
	TOTAL Dépenses	9 077 579,35
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	8 927 625,35
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	81 066,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	68 888,00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	9 077 579,35

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations de l'IME de Flavigny - N°540000577 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

- Internat : 454,02 €

- Semi-internat : 134,86 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit:

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 454,02 €

- Semi-internat : 134,86 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 454,02 €

- Semi-internat : 134,86 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 68,94 €

- Semi-internat : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 385,08 €

- Semi-internat : 65,92 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 426,78 €

- Semi-internat : 158,38 €

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 426,78 €

- Semi-internat : 158,38 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 426,78 €

- Semi-internat : 158,38 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 68,94 €

- Semi-internat : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 357,84 €

- Semi-internat : 89,44 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé aux articles 2 et 2 bis de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour l'IME de Flavigny - N°540000577.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 106/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 IME de Méhon - FINESS N°540000205 - 24 rue François Richard – 54300 Lunéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 Bl.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 octobre 2002 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif dénommé «Les Terrasses de Méhon», sis 24 rue François Richard – 54300 LUNEVILLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 28 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME de Méhon – FINESS - N°540000205 pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME de Méhon – FINESS - N°540000205 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	310 039,33
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	1 500 638,12
	- dont CNR	
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	202 854,41
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	2 013 531,86
Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	2 010 261,86
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	3 270,00
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	2 013 531,86

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations de l'IME de Méhon – FINESS - N°540000205 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

- Internat : 349,62 €

- Semi-internat : 193,08 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit :

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 349,62 €

- Semi-internat : 193,08 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 349,62 €

- Semi-internat : 193,08 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 68,94 €

- Semi-internat : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 280,68 €

- Semi-internat : 124,14 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 303,64 €

- Semi-internat : 226,06 €

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 303,64 €

- Semi-internat : 226,06 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 303,64 €

- Semi-internat : 226,06 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 68,94 €

- Semi-internat : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 234,70 €

- Semi-internat : 157,12 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé aux articles 2 et 2 bis de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour l'IME de Méhon – FINESS - N°540000205.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,

L'Animateur Territorial,

Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 110/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 ITEP de Flavigny – FINESS N°540010139 - 46 rue du Doyen Parisot – 54630 Flavigny-sur-Moselle géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publiée au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 juin 1998 autorisant la création d'un ITEP, sis 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'ITEP de Flavigny - N°540010139 pour l'exercice 2011 ;
 CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 18 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'ITEP de Flavigny - N°540010139 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ITEP de Flavigny - N°540010139 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	189 327,00
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	465 567,00
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	57 723,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	712 617,00
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	700 897,00
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	7 134,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	4 586,00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	712 617,00

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations de l'ITEP de Flavigny - N°540010139 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

- Internat et Semi-internat : 299,77 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

- Internat et Semi-internat : 319,02 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour l'ITEP de Flavigny - N°540010139.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
 Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
 L'Animateur Territorial,
 Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 99/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 ITEP de Saint Camille FINESS n°540 013 414 - 12 poste de Velaine – 54840 Velaine-en-Haye géré par l'Institution SAINT-CAMILLE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publiée au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juillet 1996 autorisant la création d'un Institut Thérapeutique Educatif Pédagogique dénommé «Saint-Camille », sis 12 poste de Velaine – 54840 VELAINE-EN-HAYE et géré par l'Institution SAINT-CAMILLE ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 29 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'ITEP de Saint Camille – FINESS n°540 013 414 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 13 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'ITEP de Saint Camille – FINESS n°540 013 414 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ITEP de Saint Camille – FINESS n°540 013 414 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	112 167,25
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	431 050,00
	- dont CNR	
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	67 250,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	610 467,25
Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	590 467,25
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	20 000,00
	TOTAL Recettes	610 467,25

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations l'ITEP de Saint Camille – FINESS n°540 013 414 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

- Internat : 249,67 €

- Semi-internat : 249,67 €

☐ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

- Internat : 249,67 €

- Semi-internat : 249,67 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Association Saint Camille pour l'ITEP– FINESS n°540 013 414.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 93/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 CEDV « Sections » - FINESS N°54000684 - 8 rue de Santifontaine – 54052 Nancy Cedex géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 février 1994 autorisant la création d'un Centre d'Education pour Déficients Visuels, sis 8 rue de Santifontaine – 54052 NANCY Cedex et géré par la Fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 22 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le CEDV « Sections » - FINESS n°54000684 pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire **2011** les recettes et les dépenses prévisionnelles du CEDV « Sections » - FINESS n°54000684 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	433 279,82
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	3 367 051,97
	- dont CNR	
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	367 426,16
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	4 167 757,94
Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	3 851 187,94
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	158 570,00
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	8 000,00
	Reprise d'excédents	150 000,00
	TOTAL Recettes	4 167 757,94

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire **2011** la tarification des prestations du CEDV « Sections » - FINESS

n°54000684 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

- Semi-internat SEES : 231,77 €

- Internat SEES : 347,65 €

- Semi-internat SEPHA : 605,81€

- Internat SEPHA : 908,72 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit :

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat SEES : 231,77 €

- Internat SEES : 347,65 €

- Semi-internat SEPHA : 605,81€

- Internat SEPHA : 908,72 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat SEES : 231,77 €

- Internat SEES : 347,65 €

- Semi-internat SEPHA : 605,81€

- Internat SEPHA : 908,72 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat SEES : 68,94 €

- Internat SEES : 68,94 €

- Semi-internat SEPHA : 68,94 €

- Internat SEPHA : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat SEES : 162,83 €

- Internat SEES : 278,71 €

- Semi-internat SEPHA : 536,87 €

- Internat SEPHA : 839,78 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Semi-internat SEES : 282,96 €

- Internat SEES : 424,45 €

- Semi-internat SEPHA : 473,10 €

- Internat SEPHA : 709,66 €

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat SEES : 282,96 €

- Internat SEES : 424,45 €

- Semi-internat SEPHA : 473,10 €

- Internat SEPHA : 709,66 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat SEES : 282,96 €

- Internat SEES : 424,45 €

- Semi-internat SEPHA : 473,10 €

- Internat SEPHA : 709,66 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat SEES : 68,94 €

- Internat SEES : 68,94 €

- Semi-internat SEPHA : 68,94 €

- Internat SEPHA : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat SEES : 214,02 €

- Internat SEES : 355,51 €

- Semi-internat SEPHA : 404,16 €

- Internat SEPHA : 640,72 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé aux articles 2 et 2 bis de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'Institution des Jeunes Aveugles pour le CEDV « Sections » - FINESS n°54000684.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,

L'Animateur Territorial,

Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 126/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 CMPP de Longwy - FINESS N°540002680 - 17 bis rue de Boismont – 54400 Longwy géré par l'association départementale des PEP 54

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 juin 1975 autorisant la création d'un Centre Médico-Psycho-Pédagogique, sis 17 bis rue de Boismont – 54400 LONGWY et géré par l'association départementale des PEP 54 ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le CMPP de Longwy - FINESS n°540002680 pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles du CMPP de Longwy - FINESS n°540002680 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	52 454,92
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	868 083,11
	- dont CNR	
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	38 300,76
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	958 838,79
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	953 918,79
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	4 920,00
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	958 838,79

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations du CMPP de Longwy - FINESS n°540002680 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

- séance: 154,24 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :
- séance: 141,41 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association départementale des PEP 54 pour le CMPP de Longwy - FINESS n°540002680

Nancy, le 16 septembre 2011 Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 125/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 CMPP de Nancy - FINESS N°540000320 - 73, rue Isabey – 54052 Nancy Cedex géré par l'association départementale des PEP 54

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publiée au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 juin 1971 autorisant la création d'un Centre Médico-Psycho-Pédagogique, sis 73 rue Isabey – 54052 NANCY Cedex et géré par l'association départementale des PEP 54 ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le CMPP de Nancy - FINESS n°540000320 pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles du CMPP de Nancy - FINESS n°540000320 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	126 000,00
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	
	- dont CNR	
	Groupe II	2 068 157,00
	Dépenses afférentes au personnel	
	- dont CNR	
	Groupe III	230 049,04
	Dépenses afférentes à la structure	
Recettes	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	2 424 206,04
	Groupe I	2 324 206,04
	Produits de la tarification	
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	100 000,00
	TOTAL Recettes	2 424 206,04

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations du CMPP de Nancy - FINESS n°540000320 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

- séance: 112,51 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera pour :

- séance: 122,81 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'association départementale des PEP 54 pour le CMPP de Nancy - FINESS n°540000320.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,

L'Animateur Territorial,

Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 121/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 IME « les Orchidées » - FINESS N° 540000817 - 10 rue Albert 1^{er} – BP 93 – 54154 Briey Cedex géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 1990 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) «Les Orchidées», sis 10 rue Albert 1^{er} – BP 93 – 54154 BRIEY Cedex et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « les Orchidées » FINESS n°540000817 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 15 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « les Orchidées » FINESS n°540000817 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME « les Orchidées » FINESS n°540000817 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	519 658,59
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	1 224 741,10
	- dont CNR	8 000,00
	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	213 851,09
	- dont CNR	36 000,00
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	1 958 250,78
Recettes	Groupe I	
	Produits de la tarification	1 882 250,78
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	76 000,00
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	1 958 250,78

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations de l'IME « les Orchidées » FINESS n°540000817 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée pour :

Prix de journée moyen :

- Semi-internat: 113,94 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit:

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat: 113,94 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat: 113,94 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat: 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat: 45,00 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Semi-internat: 135,13 €

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat: 135,13 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat: 135,13 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat: 66,19 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé aux articles 2 et 2 bis de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « les Orchidées » FINESS n°540000817.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 122/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 IME « Les Trois Tilleuls » - FINESS N° 540000833 - 1 rue des Tilleuls – 54720 Chenières géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 Bl.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mai 1971 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) «Les Trois Tilleuls», sis 1 rue des Tilleuls – 54720 CHENIERES et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « les trois Tilleuls » - FINESS n 540000833 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 15 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « les trois Tilleuls » - FINESS n 540000833 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME « Les Trois Tilleuls » - FINESS n 540000833 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	492 590,25
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Dépenses afférentes au personnel	1 783 292,94
	- dont CNR	8 100,00

Recettes	Groupe III	
	Dépenses afférentes à la structure	223 610,14
	- dont CNR	5 000,00
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	2 499 493,33
	Groupe I	
	Produits de la tarification	2 486 802,21
	- dont CNR	
	Groupe II	
	Autres produits relatifs à l'exploitation	4 000,00
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	8 691,12
	TOTAL Recettes	2 499 493,33

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations de l'IME « les trois Tilleuls » - FINESS n 540000833 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

- Semi-internat Annexe 24 : 109,96 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 280,50 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit :

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat Annexe 24 : 109,96 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 280,50 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat Annexe 24 : 109,96 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 280,50 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat Annexe 24 : 68,94 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat Annexe 24 : 41,02 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 211,56 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Semi-internat Annexe 24 : 140,69 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 299,96 €

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat Annexe 24 : 140,69 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 299,96 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat Annexe 24 : 140,69 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 299,96 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat Annexe 24 : 68,94 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat Annexe 24 : 71,75 €
- Semi-internat Annexe 24 Ter : 231,02 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé aux articles 2 et 2 bis de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « les trois Tilleuls » - FINESS n 540000833.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 119/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 IME « Raymond Carel » - FINESS N°540000239/540000254 - 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 Saint-Nicolas-de-Port géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 » de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 » publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU l'ordonnance n°2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'action sociale et aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 1996 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) «Raymond Carel», sis 2 rue des Martyrs du Nazisme – BP 53 – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « Raymond Carel » - FINESS n°54 000 0239/54 000 0254 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 15 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME l'IME « Raymond Carel » - FINESS n°54 000 0239/54 000 0254 ;

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire **2011** les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME « Raymond Carel » - FINESS n°54 000 0239/54 000 0254 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 357 931,75
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	4 975 587,43
	- dont CNR	38 022,50
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	541 246,08
	- dont CNR	50 000,00
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	6 874 765,26
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	6 855 022,26
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	19 743,00
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	6 874 765,26

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire **2011** la tarification des prestations de l'IME « Raymond Carel » - FINESS n°54 000 0239/54 000 0254 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

- Internat : 344,56 €
- Semi-internat : 169,41 €
- Annexe 24 Ter : 285,23 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit:

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 344,56 €
- Semi-internat : 169,41 €
- Annexe 24 Ter : 285,23 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 344,56 €
- Semi-internat : 169,41 €
- Annexe 24 Ter : 285,23 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 68,94 €
- Semi-internat : 68,94 €
- Annexe 24 Ter : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 275,62 €
- Semi-internat : 100,47 €
- Annexe 24 Ter : 216,29 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Internat : 315,58 €
- Semi-internat : 164,27 €

- Annexe 24 Ter : 288,17 €

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 315,58 €

- Semi-internat : 164,27 €

- Annexe 24 Ter : 288,17 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 315,58 €

- Semi-internat : 164,27 €

- Annexe 24 Ter : 288,17 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Internat : 68,94 €

- Semi-internat : 68,94 €

- Annexe 24 Ter : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Internat : 246,64 €

- Semi-internat : 95,33 €

- Annexe 24 Ter : 219,23 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé aux articles 2 et 2 bis de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « Raymond Carel » - FINESS n°54 000 0239/54 000 0254.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,

L'Animateur Territorial,

Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 117/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 IME « Georges Finance » - FINESS N°540000213 - 4 avenue JF Kennedy – BP 216 – 54202 Toul Cedex géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU l'ordonnance n°2005-1477 du 1^{er} décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'action sociale et aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) «Georges Finance», sis 4 avenue JF Kennedy – BP216 – 54 202 TOUL Cedex et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « Georges Finance » - FINESS n°540000213 pour l'exercice 2011 ;

CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 15 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « Georges Finance » - FINESS n°540000213 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME « Georges Finance » - FINESS n°540000213 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 357 931,75
	- dont CNR	
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	4 975 587,43
	- dont CNR	38 022,50
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	541 246,08
	- dont CNR	50 000,00
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	6 874 765,26

Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	6 855 022,26
	- dont CNR	
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	19 743,00
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	6 874 765,26

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations de l'IME « Georges Finance » - FINESS n°540000213 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

- Semi-internat : 190,46 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en charge des enfants relevant de l'Amendement Creton aux différents organismes selon leur orientation, la tarification des prestations à compter du 1^{er} septembre 2011 est fixée comme suit :

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 190,46 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat : 190,46 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat : 121,52 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Semi-internat : 164,96 €

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 164,96 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat : 164,96 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Semi-internat : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Semi-internat : 96,02 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénéit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé aux articles 2 et 2 bis de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « Georges Finance » - FINESS n°540000213.

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,

L'Animateur Territorial,

Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 118/2011 du 16 septembre 2011 portant fixation du prix de journée pour l'année 2011 IME « Jean l'Hôte » - FINESS N° 540000221 - Chemin du Harquet – BP 126 – 54305 Lunéville Cedex géré par l'AEIM

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publiée au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 1993 autorisant la création d'un Institut Médico-Educatif (IME) «Jean l'Hôte», sis Chemin du Harquet – 54 305 LUNEVILLE Cedex et géré par l'AEIM ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes le 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS n°540000221 pour l'exercice 2011 ;
 CONSIDERANT la réponse à la procédure contradictoire en date du 15 juillet 2011 adressé par la personne ayant qualité pour représenter l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS n°540000221 ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS n°540000221 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I	573 745,00
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	
	- dont CNR	
	Groupe II	1 860 709,07
	Dépenses afférentes au personnel	
	- dont CNR	8 300,00
	Groupe III	225 193,00
	Dépenses afférentes à la structure	
	- dont CNR	5 000,00
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	2 659 647,07
Recettes	Groupe I	2 390 493,84
	Produits de la tarification	
	- dont CNR	
	Groupe II	222 019,05
	Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III	
	Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	47 134,18
	TOTAL Recettes	2 659 647,07

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2011 la tarification des prestations de l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS n°540000221 est fixée comme suit :

En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations est fixée comme suit :

à compter du 1^{er} septembre 2011

Prix de journée moyen :

- Externat Annexe 24 : 160,06 €

- Externat Annexe 24 Ter : 206,07 €

Article 2 bis : En application de l'ordonnance du 1^{er} décembre 2005 susvisée précisant la possibilité pour la structure de facturer la prise en

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Externat Annexe 24 : 160,06 €

- Externat Annexe 24 Ter : 206,07 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Externat Annexe 24 : 160,06 €

- Externat Annexe 24 Ter : 206,07 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Externat Annexe 24 : 68,94 €

- Externat Annexe 24 Ter : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Externat Annexe 24 : 91,12 €

- Externat Annexe 24 Ter : 137,13 €

□ Le prix de journée structurel moyen annuel 2011, applicable à compter du 1^{er} janvier 2012 en attente d'une nouvelle tarification sera :

- Externat Annexe 24 : 158,77 €

- Externat Annexe 24 Ter : 248,53 €

* Amendements Creton orientés en MAS ou en ESAT :

Prix de journée à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Externat Annexe 24 : 158,77 €

- Externat Annexe 24 Ter : 248,53 €

* Amendements Creton orientés en Foyers :

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Externat Annexe 24 : 158,77 €

- Externat Annexe 24 Ter : 248,53 €

* Amendements Creton orientés en FAM : (montant à ajuster en fonction de la base horaire du SMIC en vigueur)

Forfait soin à facturer aux caisses d'Assurance Maladie :

- Externat Annexe 24 : 68,94 €

- Externat Annexe 24 Ter : 68,94 €

Prix de journée à facturer au Conseil Général :

- Externat Annexe 24 : 89,83 €

- Externat Annexe 24 Ter : 179,59 €

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé aux articles 2 et 2 bis de la présente décision sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'AEIM pour l'IME « Jean l'Hôte » - FINESS n°540000221

Nancy, le 16 septembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
L'Animateur Territorial,
Odile DE JONG

Décision ARS-DT54 n° 200/2011 du 4 novembre 2011 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2011 de Dotation Globalisée - Commune de l'ensemble des établissements de Meuse et de Meurthe-et-Moselle gérés par l'association Jean Baptiste Thiéry à Maxéville

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;
VU le Code de la Sécurité Sociale ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;
VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;
VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;
VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre les Préfets de Meuse et de Meurthe-et-Moselle et l'association Jean Baptiste Thiéry de Maxéville conclu le 5 décembre 2008 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2009-653 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2010 de Dotation Globalisée Commune de l'ensemble des établissements de Meuse et de Meurthe-et-Moselle géré par l'association Jean Baptiste Thiéry ;
VU la lettre de la CPAM de Nancy en date du 21 juin 2004 fixant le tarif "soir-nuit" de la Maison d'Accueil Spécialisée de Maxéville ;
VU la décision tarifaire n° 192-2010 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2010 de Dotation Globalisée Commune de l'ensemble des établissements de Meuse et de Meurthe-et-Moselle géré par l'association Jean Baptiste Thiéry ;
VU l'avenant n°1-2010 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et l'Association Jean Baptiste Thiéry ;
VU l'avenant n°2-2011 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et l'Association Jean Baptiste Thiéry ;

D E C I D E

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2011, la Dotation Globale Commune (DGC) allouée à l'association JB Thiéry est fixée à 20.312.300,31 € et se répartit entre les différents établissements comme suit :

- **L'IME** (N° Finess : 540013547) : 6.512.728,94 €
Dont à titre conjoncturel pour la climatisation 5.429,30 €
- **L'E.E.P.** (N° Finess : 540013604) : 5.896.029,08 €
Dont à titre conjoncturel pour la climatisation 24.023,21 €
- **Le Sessad de l'E.E.P.** (N° Finess : 540002177) : 60.894,50 €
- **La MAS de Maxéville** (N° Finess : 540013364) : 3.924.905,27 €
- **La MAS de Commercy** (N° Finess : 550001028) : 3.917.742,51 €

Article 2 : A compter du 1^{er} janvier 2011, la DGC sera versée à l'association JB Thiéry par fractions forfaitaires égales au douzième de ce montant soit : 1.692.691,69 €.

Article 3 : le forfait "soir-nuit" correspondant à une prise en charge spécifique conjointe à la MAS de Maxéville et au Centre Psychothérapique de Nancy fixé à 80,00 € par courrier de la CPAM de Nancy susvisé et à la charge directe de l'assurance maladie fait l'objet également d'une globalisation pour 240 forfaits "soir-nuit" annuels pour un montant 19.200,00 €.

Ces derniers seront versés dans les mêmes conditions que les douzièmes de quotes-parts de la DGC soit une fraction forfaitaire égale à 1.600,00 €.

Article 4 : les tarifs journaliers opposables entre régimes d'assurance maladie sont fixés à :

L'IME :

en internat : 318,33 €
en semi-internat : 172,79 €

L'EEP :

en internat : 385,39 €
en semi-internat : 371,54 €

La MAS de MAXEVILLE :

en internat permanent ou temporaire : 264,80 €
en accueil de jour : 170,65 €

La MAS de COMMERCY :

en internat permanent ou temporaire : 236,54 €
en accueil de jour : 170,34 €

Article 5 : à compter du 1^{er} janvier 2012, la DGC sera versée à l'association JB Thiéry par fractions forfaitaires structurelles de **1.690.237,32 €**.

Article 6 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 7 : une copie de la présente décision sera notifiée au Président de l'association Jean Baptiste Thiéry.

Article 8 : en application des dispositions du III de l'article R.314-36 du CASF, les tarifs fixés dans la présente décision seront publiés au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article 9 : Monsieur le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'association JB Thiéry
- Madame la Déléguée Territoriale de Meuse de l'ARS Lorraine
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle - DISAS
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy
- Monsieur le Directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole
- Madame la Directrice de la Caisse de Mutuelle de la Fonction Publique
- Madame la Directrice de la CARSAT

Nancy, le 4 novembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Décision ARS-DT54 n° 202/2011 du 15 novembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 SAMSAH "Epi Grand Est" – FINESS N° 540021201 Localisé provisoirement à Flavigny géré par l'Office d'Hygiène Sociale

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté 2010 ARS N°495 – DISAS/ DIRECTION PA / PH N° 385 en date du 15 décembre 2010 la création d'un Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés, sis provisoirement 46 rue du Doyen Parisot – 54630 FLAVIGNY-SUR-MOSELLE et géré par l'Office d'Hygiène Sociale ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes par la personne ayant qualité pour représenter le SAMSAH Epi Grand Est – FINESS n°540021201 pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à **556.000,00 €** pour l'exercice budgétaire **2011** couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre **2011**

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAMSAH Epi Grand Est - FINESS n°540021201 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	30.754,00
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	462.265,00
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	62.981,00
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	556.000,00
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	556.000,00
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	556.000,00

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La fraction forfaitaire, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à **46.333,33 €** ;

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'OHS pour le SAMSAH Epi Grand Est - FINESS n°540021201.

Nancy, le 15 novembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Décision ARS-DT54 n° 97/2011 du 15 novembre 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 du CAMSP DE L'IJS – FINESS n° 54 000 524 6

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle,
Le Président du Conseil Général des Vosges,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 mai 2011 pris en application de l'article L314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci, à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU l'arrêté en date du 1^{er} juin 1978 « autorisant la création d'un CAMSP dénommé CAMSP de l'IJS 54 000 524 6 sis 2, rue Joseph Piroux », 54140, JARVILLE LA MALGRANGE et géré par L'Institut des Sourds de la Malgrange » ;

CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 25 octobre 2010 par la personne ayant qualité pour représenter le CAMSP DE L'IJS – FINESS n°54 000 524 6 pour l'exercice 2011 ;

D E C I D E N T

Article 1er : La dotation globale de soins s'élève à 330 036,33 € pour l'exercice budgétaire 2011 couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 SOIT POUR JARVILLE ET EPINAL :

- Dotation globale de soins Jarville : 302 279,39 €

- Dotation globale de soins Epinal : 27 756,93 €

Les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAMSP DE L'IJS – FINESS n°54 000 524 6 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	17 491,85
	- dont CNR	
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	292 165,07
	- dont CNR	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	19 189,67
	- dont CNR	
	Reprise de déficits	1 189,73
	TOTAL Dépenses	330 036,33
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	330 036,33
	- dont CNR	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	330 036,33

Compte 116 (dépenses exclues des tarifs) :

Article 2 : La dotation globale de soins est versée en application des dispositions de l'article R.314-123 du CASF :

Pour Jarville (Meurthe-et-Moselle) :

- pour 20% par le département d'implantation, soit un montant de : 60 455,88 €

- pour 80% par l'assurance maladie, soit un montant de 241 823,51 €

Pour Epinal (Vosges) :

- pour 20% par le département d'implantation, soit un montant de : 5 551,39 €

- pour 80% par l'assurance maladie, soit un montant de 22 205,54 €

Article 3 : La fraction forfaitaire imputable à l'assurance maladie, en application de l'article R314-111 du CASF, égale au douzième de la dotation globale de soins et versée par l'assurance maladie s'établit à

* 20 151,96 € pour Jarville

* 1 850,46 € pour Epinal

Article 4 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 5 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, la dotation globale fixée à l'article 1^{er} de la présente décision sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, Madame la Directrice Adjointe aux Solidarités du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle et le Chef de Service des Etablissements Médico-Sociaux du Conseil Général des Vosges sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à L'INSTITUT DES SOURDS DE LA MALGRANGE pour le CAMSP DE L'IS - FINESS N°54 000 524 6.

Nancy, le 15 novembre 2011

Pour la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine par intérim et par délégation,
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,
Philippe ROMAC

Pour le Président du Conseil Général de la Meurthe-et-Moselle et par délégation,
La Directrice Générale Adjointe aux Solidarités,
Béatrice LONGUEVILLE

Pour le Président du Conseil Général des Vosges et par délégation,
Le Chef de Service des Etablissements Médico-Sociaux,
Marine AUSSÉDAT

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 181/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1^{er} mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de octobre 2011, par la MATERNITE REGIONALE ;

ARRETE

Article 1^{er} : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 900 818 € soit :

1) 2 893 503 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 584 894 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

143 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

21 616 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

286 204 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

646 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 2 415 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 4 900 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Dr Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 182/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de octobre 2011, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 749 702 € soit :

- 1) 1 721 962 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 529 006 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 27 066 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 2 305 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 159 388 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 4 197 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 15 323 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 12 417 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Dr Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 183/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de octobre 2011, par le Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 614 008 € soit :

- 1) 613 497 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
487 898 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
28 802 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
96 607 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
190 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 511 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Dr Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 184/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de octobre 2011, par la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 208 482 € soit :

- 1) 208 102 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
206 825 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
1 277 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 2) 380 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Dr Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 185/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de octobre 2011, par le Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 104 860 € soit :

1) 104 860 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

104 860 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques PARISOT à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Dr Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 186/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de octobre 2011, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 31 495 611 € soit :

1) 28 784 628 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

25 433 714 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

76 616 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

3 209 356 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

40 121 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

24 821 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 910 412 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 800 571 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Dont pour 2009 :

58 893 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Dont pour 2010 :

139 423 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Dr Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 187/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de octobre 2011, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 4 326 604 € soit :

- 1) 3 863 281 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
3 681 074 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
173 475 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
8 732 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 450 565 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 12 758 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Dr Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 188/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'octobre 2011, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 85 985 € soit :

- 1) 85 985 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

85 985 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Dr Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 189/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de octobre 2011, par le Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 709 493 € soit :

1) 2 429 177 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 217 037 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

9 410 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

201 818 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

912 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 22 299 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 258 017 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Dr Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 190/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois de octobre 2011, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 539 373 € soit :

- 1) 1 481 709 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 1 276 310 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 30 318 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 1 801 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 171 792 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 1 488 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 20 673 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 36 991 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Dr Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 191/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de octobre 2011, par le Centre Hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 901 232 € soit :

- 1) 2 745 429 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 441 714 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 42 345 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 4 357 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 253 530 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 3 483 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 128 227 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
- 3) 27 576 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution ;

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Dr Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 192/2011 du 19 décembre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'octobre 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois de octobre 2011, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 390 631 € soit :

1) 390 631 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

254 216 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

135 136 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

1 279 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association Hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Pour le Délégué Territorial,

L'Animateur Territorial,

Dr Odile de JONG

Arrêté N° 2011-537 du 12 décembre 2011 portant désignation du Directeur Général par intérim du Centre Alexis Vautrin à Vandoeuvre-lès-Nancy, à compter 3 décembre 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

VU le code de la santé publique et notamment l'article L6162-10 ;

CONSIDÉRANT que le mandat de Directeur Général du Centre Alexis Vautrin du Professeur François GUILLEMIN est arrivé à échéance le 2 décembre 2011 ;

CONSIDÉRANT la demande du Professeur François GUILLEMIN qui brigue un 3ème mandat ;

CONSIDÉRANT que le Conseil d'Administration du Centre Alexis Vautrin du 22 novembre ne s'est pas prononcé sur la candidature du Professeur François GUILLEMIN ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer la continuité de la gestion de l'établissement de santé qui assure des missions de service public en désignant un Directeur Général par intérim ;

CONSIDÉRANT les avis favorables de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle et du Conseil d'Administration de la Fédération Nationale des Centres de Lutte contre le Cancer à la désignation du Professeur GUILLEMIN, en qualité de Directeur Général par intérim du Centre Alexis Vautrin ;

SUR la proposition de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur le Professeur François GUILLEMIN est désigné Directeur Général par intérim du Centre Alexis Vautrin à VANDOEUVRE LES NANCY.

Article 2 : Cet intérim prend effet à compter du 3 décembre 2011 et se terminera le 2 avril 2012.

Article 3 : Cet arrêté sera notifié à :

- Monsieur le Président du Conseil d'Administration du Centre Alexis Vautrin ;

- Monsieur le Professeur François GUILLEMIN.

Article 4 : Monsieur le Directeur de l'offre de Santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, Monsieur le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 12 décembre 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté ARS-DT 54 N° 194 /2011 du 23 décembre 2011 portant fixation des tarifs de transports médicalisés applicables au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy à compter du 1er janvier 2012 - N° FINESS Entité juridique 540 002 078 - N° FINESS Etablissement 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011, fixant pour l'année 2011, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS/DT 54 N°161 /2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2011 ;
CONSIDERANT la lettre du directeur général de l'ARH, en date du 8 juillet 2009, demandant au centre hospitalier universitaire, de ne plus facturer les prestations du SMUR hélicoptère aux établissements de la région ;

ARRETE

Article 1er : A compter du 1er janvier 2012, les tarifs applicables aux transports terrestres et aériens (effectués par le SMUR hélicoptère), sont fixés comme suit pour les établissements de santé situés en région et hors région lorraine :

- SMUR terrestre (par demi-heure médicalisée) : 475.45 €
- SMUR aérien région lorraine (par minute de vol médicalisé) : 0 €
- SMUR aérien hors région lorraine (par minute de vol médicalisé) : 124.25 €
- Transports infirmiers inter-hospitaliers (par ½ heure) : 301.70 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Dr Odile de JONG

Arrêté ARS-DT 54 N° 193 /2011 du 23 décembre 2011 portant fixation des tarifs de prestations applicables au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy au 1er janvier 2012 - N° FINESS Entité juridique 540 002 078 - N° FINESS Etablissement 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU la loi n°2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011, fixant pour l'année 2011, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU l'arrêté ARS/DT 54 N°161/2011 du 27 octobre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2011 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er janvier 2012 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants:

Hospitalisation complète

- 11 – Médecine : 1 149 .00€
- 12 – Chirurgie : 1 680 .00€
- 13 – Psychiatrie : 725.00€
- 20 – Spécialités coûteuses : 3 182.00€
- 30 – Service de suite et réadaptation : 580.00€

Hospitalisation incomplète

- 51 – Hôpital de jour A : 2 154.00€
- 50 – Hôpital de jour B : 683.00€
- 52 – Dialyse : 1 775.00€
- 90 – Chirurgie ambulatoire : 1 685.00€
- 60 – Hôpital de nuit : 458.00€

Article 2 : Les malades admis dans les conditions prévues à l'article R. 1112-18 du Code de la Santé Publique sont redevables envers le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy d'une majoration tarifaire pour régime particulier fixée à 45 € par jour pour les disciplines suivantes :

11 - Médecine

12 - Chirurgie

30 - Soins de suite et réadaptation

20 - Spécialités coûteuses

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 - NANCY cedex), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Pour le Délégué Territorial,
L'Animateur Territorial,
Dr Odile de JONG

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service produits de santé et biologie

Arrêté N° 2011-543 en date du 13 décembre 2011 portant rejet de la demande de transfert d'une officine de pharmacie à Farébersviller (57450)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;

VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;

VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 novembre 1965 portant l'octroi de la licence de pharmacie d'officine n° 234 sise centre commercial n°2 avenue Victor Hugo à Farébersviller (57450) ;

VU la déclaration d'exploitation n° 983 enregistrée le 09 février 2004 pour une exploitation par Monsieur Daniel JEANNOT, en qualité d'associé unique de la SELARL « Pharmacie JEANNOT », de

l'officine de pharmacie sise centre commercial n°2 avenue Victor Hugo à Farébersviller (57450) ;

CONSIDERANT la demande présentée par la SELARL Pharmacie JEANNOT représentée par Monsieur Daniel JEANNOT, docteur en pharmacie, en vue de transférer son officine de pharmacie du centre commercial n° 2 - avenue Victor Hugo à Farébersviller (57450) à rue de Neufeld à Farébersviller (57450), enregistrée au vu de l'état complet du dossier le 22 août 2011 à 10 heures ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :

- L'avis émis par le Préfet de Moselle en date du 23 septembre 2011 ;

- L'avis défavorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 27 octobre 2011 ;

- L'avis défavorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Moselle en date du 31 octobre 2011 ;

- L'avis favorable émis par l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine en date du 30 septembre 2011 ;

- L'absence d'avis de l'Union des Syndicats de Pharmaciens d'Officine de Lorraine ;

CONSIDERANT que, au vu de la demande déposée, les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies ;

CONSIDERANT que conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Farébersviller où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 5 935 habitants selon le recensement de la population légale en 2008 entré en vigueur le 1er janvier 2011 ;

CONSIDERANT que deux officines sont implantées sur la commune de Farébersviller ;

CONSIDERANT que la demande est motivée par une restructuration de la ville de Farébersviller avec l'implantation, le long de la départementale D 910, d'une zone d'habitations qui accueille également la nouvelle gendarmerie et une maison de retraite ;

CONSIDERANT que cette restructuration concerne le lieu où le transfert est projeté mais qu'il n'est pas indiqué de modification de la population résidente du quartier d'origine de l'officine ;

CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert se situe à environ 700 mètres de l'emplacement actuel de l'officine, en se rapprochant de l'autre officine de la commune ;

CONSIDERANT que les deux officines de la commune ne seront plus alors distantes que de 400 mètres environ ;

CONSIDERANT que conformément à l'article L. 5125-3 du Code de la Santé Publique « Les créations, les transferts et les regroupements d'officines de pharmacie doivent permettre de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans les quartiers d'accueil de ces officines. Les transferts et les regroupements ne peuvent être accordés que s'ils n'ont pas pour effet de compromettre l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente de la commune ou du quartier d'origine. »

CONSIDERANT ainsi que les dispositions de l'article L. 5125-3 du Code de la Santé Publique ne sont pas remplies ;

CONSIDERANT par ailleurs que selon les plans transmis le 22 janvier 1998 dans le cadre d'une restructuration, les locaux actuels de l'officine sise centre commercial n°2 avenue Victor Hugo à Farébersviller (57450), répondent aux dispositions réglementaires en matière de conditions d'installation et permettent un exercice de la pharmacie dans des conditions adéquates et un accès permanent au public ;

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Monsieur Daniel JEANNOT en vue de transférer son officine de pharmacie du centre commercial n°2 avenue Victor Hugo à rue de Neufeld à Farébersviller (57450) est rejetée.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG Cedex - pour le recours contentieux.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pharmacien titulaire et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Moselle,

- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,

- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,

- Monsieur le Président de l'Union des Syndicats de Pharmaciens d'Officine,

- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Moselle
et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Lorraine, de Meurthe et Moselle et de Moselle.
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N° 2011-544 en date du 13 décembre 2011 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à Freyming Merlebach (57800) - Licence N° 57#00507

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;
VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;
VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 août 1954 accordant la licence n° 12 pour le transfert d'une officine de pharmacie au 23a rue Eugène Kloster à Freyming Merlebach (57800) ;
VU la déclaration d'exploitation n°1034 enregistrée le 20 novembre 2005 pour une exploitation par Mlle JAMAIN Maryline, sous forme de SELARL « Pharmacie du Carreau » avec pour associé non exploitant Mme BOUCHE, de l'officine de pharmacie sise au 23a rue Eugène Kloster à Freyming Merlebach (57800) ;
CONSIDÉRANT la demande présentée par la SELARL « Pharmacie du Carreau » représentée par Mlle Maryline JAMAIN, docteur en pharmacie, en vue de transférer son officine de pharmacie du 23a rue Eugène Kloster à Freyming Merlebach (57800) au 46 rue Eugène Kloster à Freyming Merlebach (57800), enregistrée au vu de l'état complet du dossier le 09 septembre 2011 à 10 heures ;
CONSIDÉRANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :
- L'avis favorable émis par le Préfet de Moselle en date du 05 octobre 2011 ;
- L'avis favorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 27 octobre 2011 ;
- L'avis favorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Moselle en date du 31 octobre 2011 ;
- L'avis favorable émis par l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine en date du 30 septembre 2011 ;
- L'absence d'avis rendu par l'Union des Syndicats de Pharmaciens d'Officine de Lorraine ;
CONSIDÉRANT que, au vu de la demande déposée, les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies ;
CONSIDÉRANT que la population municipale de la commune de FREYMING MERLEBACH où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 13 172 habitants selon le recensement de la population légale en 2008 entré en vigueur le 1er janvier 2011 ;
CONSIDÉRANT que conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;
CONSIDÉRANT que l'emplacement proposé pour le transfert se situe à environ 42 mètres de l'emplacement actuel de l'officine, sur le même axe et dans le même quartier ;
CONSIDÉRANT que l'emplacement proposé pour le transfert garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Mademoiselle Maryline JAMAIN en vue de transférer son officine de pharmacie du 23a rue Eugène Kloster à Freyming Merlebach (57800) au 46 rue Eugène Kloster à Freyming Merlebach (57800) est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n°57#00507

Article 3 : L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation pourra être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé en cas de force majeure.

Article 4 : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente devra être déclarée auprès du conseil compétent de l'ordre des pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 : La licence n° 57#00012 octroyée en date du 4 août 1954 sera caduque dès la réalisation du transfert.

Article 6 : L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constatée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 : En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au DGARS par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG Cedex - pour le recours contentieux.

Article 9 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pharmacien titulaire et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
 - Monsieur le Président de l'Union des Syndicats de Pharmaciens d'Officine de Lorraine,
 - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Moselle
- et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Lorraine, de Meurthe et Moselle et de Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté N°2011- 551 du 15 décembre 2011 portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la société par actions simplifiée « ASSISTANCES MEDICALES SPECIALISEES (AMS) » pour son site de POMPEY (54340)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment l'article L. 4211-5 ;
VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux Bonnes Pratiques de Dispensation à domicile de l'Oxygène à Usage Médical ;
VU la circulaire n° DGS/SD3A/2001/234 du 25 mai 2001 relative aux autorisations préfectorales accordées à des personnes morales en vue de la dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;
CONSIDERANT le dossier de demande présenté le 24 février 2011, complété les 31 mai 2011 et 26 août 2011, par la société « AMS », en vue d'obtenir l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical pour son site sis Parc Eiffel – 126 rue Léonard de Vinci à Pompey (54340) ;
CONSIDERANT le rapport d'inspection du 25 novembre 2011 établi par les Pharmaciens Inspecteurs de Santé Publique suite à la visite sur site le 27 octobre 2011 ;
CONSIDERANT les éléments de réponse de la Société par Actions Simplifiée « AMS » réceptionnés le 13 décembre 2011 ;
CONSIDERANT l'avis favorable rendu par les Pharmaciens Inspecteurs de Santé Publique en date du 15 décembre 2011 ;
CONSIDERANT l'avis favorable rendu par le Conseil Central de la section D de l'Ordre National des Pharmaciens en date du 17 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : La Société « AMS » dont le siège social se situe au 154 rue du Professeur Paul Milliez à Champigny sur Marne (94500) est autorisée, pour son site de rattachement, situé Parc Eiffel – 126 rue Léonard de Vinci à Pompey (54340), à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

- Forme juridique : Société par Actions Simplifiée
- Siège social : 154 rue du Professeur Paul Milliez 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE
- Pharmacien responsable : Monsieur Christophe CLAUDIN
- Aires géographiques desservies :
 - Lorraine : Moselle (57), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Vosges (88)
 - Alsace : Bas-Rhin (68), Haut-Rhin (67)
 - Franche-Comté : Territoire de Belfort (90), Nord de la Haute Saône (70)
 - Champagne Ardenne : Haute Marne (52)

Article 2 : Toute modification des éléments figurant dans la présente autorisation doit donner lieu à déclaration ;

Article 4 : Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux Bonnes Pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Article 5 : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

Article 6 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

Auprès de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP pour le recours hiérarchique, Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex pour le recours contentieux.

Article 7 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société « AMS » à Champigny Sur Marne et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens - Section D ;
- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace ;
- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Franche-Comté,
- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Champagne Ardenne ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.

et inséré au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale
de Santé de Lorraine,
Jean François BENEVISE

Arrêté N°2011-562 du 20 décembre 2011 portant fermeture définitive de l'officine de pharmacie « Pharmacie Principale » sise 5 rue Carnot à Longwy (54400)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment l'article L. 5125-7 dernier alinéa ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 juin 1942 portant l'octroi de la licence de pharmacie d'officine n° 54#000096 située au 5 rue Carnot à Longwy (54400) ;

VU la déclaration d'exploitation enregistrée sous le n°1080 relative à l'exploitation de l'officine de pharmacie « Pharmacie Principale » sise 5 rue Carnot à Longwy (54400) par Monsieur Patrick CRIDELICH ;

CONSIDERANT la déclaration de cessation définitive d'activité, à compter du 9 juillet 2011 à 12h00, présentée par Monsieur Patrick CRIDELICH ;

CONSIDERANT que conformément au dernier alinéa de l'article L. 5125-7 du Code de la Santé Publique, la fermeture de l'officine entraîne la caducité de la licence n°54#000096 ;

ARRETE

Article 1er : L'officine de pharmacie sise 5 rue Carnot à Longwy (54400), exploitée par Monsieur Patrick Cridelich, pharmacien, est fermée au public depuis le 9 juillet 2011 à 12h00.

Article 2 : La licence n°54#000096 est caduque à compter du 9 juillet 2011 à 12h00.

Article 3 : En vertu de l'article L. 5125-7 dernier alinéa, l'arrêté de licence susmentionnée doit être remise au Directeur Général de l'ARS Lorraine.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique, Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Patrick CRIDELICH et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle,
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
- Monsieur le Président de l'Union des Syndicats de Pharmaciens d'Officine,
- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle

et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Lorraine et de Meurthe et Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale
de Santé de Lorraine,
Jean François BENEVISE

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE****UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Décision du 16 décembre 2011 d'agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail pour l'association du centre aéré d'ART-SUR-MEURTHE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 5 octobre 2011 présentées par Monsieur TRAMONTIN Yannick – Président de l'association du Centre Aéré d'Art-sur-Meurthe – 36 avenue de la Chartreuse - 54510 ART-SUR-MEURTHE ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : l'association du Centre Aéré d'Art-sur-Meurthe - 36 avenue de la Chartreuse – 54510 ART SUR MEURTHE - SIRET 783 263 312 000 10 Code APE 5520Z est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 16 décembre 2011

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim
Christine BOEHLER

Décision du 16 décembre 2011 d'agrément d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail pour l'association MONTETIBOU

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 2 novembre 2011 présentée par Madame TRIPODI Angélique – Présidente de l'association MONTETIBOU – 17 rue Victor Hugo – 54000 NANCY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : l'association MONTETIBOU - 17 rue Victor Hugo – 54000 NANCY - SIRET 503 543 548 000 13 Code APE 9499Z est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 16 décembre 2011

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim
Christine BOEHLER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Arrêté du 20 décembre 2011 portant délégation de signature

Le directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,

VU le livre des procédures fiscales, et notamment son article R* 260 A-1 ;

VU la décision du Directeur général des finances publiques du 7 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est accordée à :

- M Gabriel GANZENMULLER, Administrateur des finances publiques; responsable du Pôle Gestion Fiscale,
- M Christophe DUCHENE, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la division des particuliers, des missions foncières, des amendes et du recouvrement forcé,
en vue d'autoriser la vente des biens meubles saisis.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle

Nancy, le 20 décembre 2011

Le directeur départemental des finances publiques,
Françoise NOITON

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE**

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association Foncière/409 du 5 décembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Bouvron

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 15 juillet 1971 portant institution de l'association foncière de BOUVRON ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de BOUVRON, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 02 novembre 2011 du président de l'association foncière de BOUVRON ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de BOUVRON sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de BOUVRON.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de BOUVRON ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Toul, le 5 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
Hubert ESPIASSE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association Foncière/411 du 5 décembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Jeandelize

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 05 juin 1973 portant institution de l'association foncière de JEANDELIZE ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de JEANDELIZE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 02 novembre 2011 du président de l'association foncière de JEANDELIZE ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de JEANDELIZE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de JEANDELIZE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de JEANDELIZE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Briey, le 5 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association Foncière/413 du 5 décembre 2011 portant dissolution de l'association foncière de Hudiviller

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 08 juillet 1985 portant institution d'une association foncière dans la commune de HUDIVILLER ;
VU l'arrêté préfectoral du 08 septembre 2011 accordant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de Lunéville ;
VU la délibération du 19 novembre 2010 du bureau de l'association foncière de HUDIVILLER décidant de transmettre à la commune son patrimoine et de demander sa dissolution ;
VU la délibération du 23 novembre 2010 du conseil municipal de HUDIVILLER acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion du remembrement ;
VU le certificat de la SCP MATHIEU – BRISSIAUD à LUNEVILLE du 20 octobre 2011 ;
CONSTATANT que l'association foncière de HUDIVILLER n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'association foncière de HUDIVILLER est dissoute.

Article 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de HUDIVILLER est transféré à la commune de HUDIVILLER qui en assurera l'entretien.

Article 3 : Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de HUDIVILLER sera versé à la caisse du comptable des finances publiques de HUDIVILLER.

Article 4 : Le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de HUDIVILLER et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 5 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté n° 418 du 12 décembre 2011 prononçant une distraction et une application du régime forestier - Territoire communal de Vannes-le-Chatel

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Hussigny-Godbrange en date du 14 septembre 2011 demandant la distraction du régime forestier de la parcelle cadastrée section A n° 14 et vu la délibération de la commission permanente du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 10 octobre 2011 demandant l'application du régime forestier à la parcelle cadastrée section A n° 14 ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 7 novembre 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait distraction du régime forestier la parcelle de terrains désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Hussigny-Godbrange	Vannes le Chatel	Au dessus de Meine	A	14	288 ha 31 a 90
				Total	288 ha 31 a 90

Article 2 : Il sera fait application du régime forestier sur la même parcelle ci-après désignée à compter de la date de signature de l'acte de vente au conseil général de Meurthe-et-Moselle. Copie de cet acte de vente devra être communiquée à la DDT et à l'ONF :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Conseil général de Meurthe-et-Moselle	Vannes le Chatel	Au dessus de Meine	A	14	288 ha 31 a 90
				Total	288 ha 31 a 90

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée aux maires de Hussigny-Godbrange et Vannes le Chatel ainsi qu'au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRÉ

Arrêté n° 419 du 12 décembre 2011 prononçant une distraction et une application du régime forestier - Territoire communal de Froville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Froville en date du 11 avril 2011 demandant la distraction du régime forestier de la parcelle cadastrée section ZL n° 20 partie et l'application du régime forestier aux parcelles cadastrées section ZL n° 11 et 12, partie de chemin boisé entre C91 et ZL57 section C partie de chemin boisé entre C101 et C102 territoire communal de Froville ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 22 juillet 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait distraction du régime forestier de la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Froville	Froville	Aux Friches	ZL	20 partie	0 ha 77 a 65
				Total	0 ha 77 a 65

Article 2 : Il est fait application du régime forestier sur les parcelles ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Froville	Froville	Les petits rayeux	ZL	11	1 ha 45 a 34
		Les petits rayeux	ZL	12	0 ha 08 a 04
		Les petits rayeux	ZL	Partie chemin	0 ha 03 a 50
		Le grand bois	C	Partie chemin	0 ha 06 a 50
				Total	1 ha 63 a 38

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Froville.

Nancy, le 12 décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRÉ

Arrêté n° 420 du 12 décembre 2011 prononçant une application du régime forestier - Territoire communal de Crion

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-1 à R 141-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Crion en date du 29 juillet 2011 demandant l'application du régime forestier à la parcelle cadastrale 40 section A territoire communal de Crion ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 7 novembre 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Crion	Crion	Halomont	A	40	9 ha 77 a 40
				Total	9 ha 77 a 40

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Crion.

Nancy, le 12 décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRÉ

Décision 211/DDT54/AFC/n° 361 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Letricourt - Thezey-Saint-Martin - Abaucourt - Craincourt - Vulmont - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3265

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 août 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 06/06/2011 par le GAEC DU SAVIGNON (Messieurs FRANCOIS Vincent et Julien) à THEZEY SAINT-MARTIN concernant 24,90 ha situés à LETRICOURT - THEZEY SAINT MARTIN - ABAUCOURT - CRAINCOURT et VULMONT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU la demande concurrente de Monsieur CHOIRFER Michel,
Vu l'alinéa n° 7 de l'article L331-3 de la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 du code rural,
Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 08/09/2011 sur la demande précitée,
VU l'avis de la commission départementale d'orientation agricole de la Moselle en date du 13 septembre 2011,
Considérant que les demandes d'agrandissement de Messieurs FRANCOIS Julien et Vincent (GAEC DU SAVIGNON) et de Monsieur CHOIRFER Michel relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),
Compte tenu que les tailles économiques des exploitations ne sont pas très différentes, 92,14UE/UMO pour Messieurs FRANCOIS Julien et Vincent (GAEC DU SAVIGNON) et 106,45 UE/UMO pour Monsieur CHOIRFER Michel,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DU SAVIGNON, composé de Messieurs FRANCOIS Vincent et Julien :

* est autorisé à exploiter 17ha 59 à :

- ABAUCOURT SUR SEILLE les parcelles ZB 0017-0018-0032-0033 – ZC 0020-0028
- LETRICOURT les parcelles ZB 0007-0036
- THEZEY SAINT MARTIN les parcelles E 0157-0159-0160-0168-0169-0170
- CRAINCOURT la parcelle L 00046
- VULMONT les parcelles 12 0018-13 0019-13 0024-13 0025-14 0009-14 0023- 14 0024-14 0052

* n'est pas autorisé à exploiter 7 ha 31 à :

- THEZEY SAINT MARTIN les parcelles ZI 029-030

conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU SAVIGNON (Messieurs FRANCOIS Vincent et Julien).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs FRANCOIS Vincent et Julien, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de LETRICOURT - THEZEY SAINT MARTIN - ABAUCOURT - CRAINCOURT et VULMONT pour affichage.

Nancy, le 24 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Décision 211/DDT54/AFC/n° 362 du 2 décembre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Abaucourt - Craincourt - Vulmont - Letricourt - Thezey-Saint-Martin - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3270

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture,

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 25 août 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/07/2011 par Monsieur CHOIRFER Michel à THEZEY SAINT MARTIN concernant 24,90 ha situés à ABAUCOURT - CRAINCOURT - VULMONT - LETRICOURT et THEZEY SAINT MARTIN ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement.

VU la demande concurrente de Messieurs FRANCOIS Julien et Vincent (GAEC DU SAVIGNON),

Vu l'alinéa n° 7 de l'article L331-3 de la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 du code rural,

Vu l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 08/09/2011 sur la demande précitée,

VU l'avis de la commission départementale d'orientation agricole de la Moselle en date du 15 novembre 2011,

Considérant que les demandes d'agrandissement de Messieurs FRANCOIS Julien et Vincent (GAEC DU SAVIGNON) et de Monsieur CHOIRFER Michel relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

Compte tenu que les tailles économiques des exploitations ne sont pas très différentes, 92,14UE/UMO pour Messieurs FRANCOIS Julien et Vincent (GAEC DU SAVIGNON) et 106,45 UE/UMO pour Monsieur CHOIRFER Michel,

DECIDE

Article 1er : Monsieur CHOIRFER Michel est autorisé à exploiter 24,90 ha (ABAUCOURT SUR SEILLE les parcelles ZB 0017-0018-0032-0033 - ZC 0020-0028 - LETRICOURT les parcelles ZB 0007-0036 – THEZEY SAINT MARTIN les parcelles E 0157-0159-0160-0168-0169-0170 – ZI 029-030 – CRAINCOURT la parcelle L 00046 – VULMONT les parcelles 13 0018-13 0019-13 0024-13 0025-14 0009-14 0023-14 0024-14 0052) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle. Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CHOIRFER Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur CHOIRFER Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ABAUCOURT - CRAINCOURT - VULMONT - LETRICOURT et THEZEY SAINT MARTIN pour affichage.

Nancy, le 2 décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Décision 211/DDT54/AFC/n° 414 du 19 décembre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Marainviller - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3287

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles », modifié le 05 novembre 2010 et le 07 septembre 2011,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2011 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 02 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 02/11/2011 par l'EARL DU PETIT BREUIL

(M. THOUVENIN Francis) à DEUXVILLE concernant 48 ha situés à MARAINVILLER ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement en vue de l'installation aidée et de l'intégration de M. THOUVENIN Florian au sein de l'EARL DU PETIT BREUIL,

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole, en formation plénière, réunie le 15 décembre 2011 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : L'EARL DU PETIT BREUIL, composé de Monsieur THOUVENIN Francis, est autorisé à exploiter 48 ha (MARAINVILLER parcelles A 122 - AC 265, 266 - ZB 63,70 - ZD 39,41 - ZE 56, 64, 282, 326 - ZH 002, 003, 004, 005, 39, 98, 99, 208 - ZI 31, 36, 37, 38, 40, 51, 52, 55, 108 - ZK 11) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU PETIT BREUIL (M. THOUVENIN Francis).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé M. THOUVENIN Francis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MARAINVILLER pour affichage.

Nancy, le 19 décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche.*

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- *Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX*

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/416 du 12 décembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de OLLEY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 mars 1954 portant institution de l'association foncière de OLLEY ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière de OLLEY, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 19 juillet 2011 du président de l'association foncière de OLLEY ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de OLLEY sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de OLLEY.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de OLLEY ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Briey, le 12 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/415 du 13 décembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de BAUZEMONT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 02 mars 1998 portant institution de l'association foncière de BAUZEMONT ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de BAUZEMONT, de faire adopter des statuts par les instances de l'association avant un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 27 septembre 2011 du président de l'association foncière de BAUZEMONT ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de BAUZEMONT sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de BAUZEMONT.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de BAUZEMONT ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 13 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/404 du 15 décembre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de ROUVES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 février 1990 portant institution de l'association foncière de ROUVES ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière de ROUVES, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 20 juin 2011 du président de l'association foncière de ROUVES ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de ROUVES sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de ROUVES

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de ROUVES ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Nancy, le 15 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Aménagement foncier

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Aménagement foncier/412 du 6 décembre 2011 - Rectificatif à l'arrêté du 12 septembre 2011 portant modification des limites territoriales entre Pettonville et Reclonville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2111-2 à L. 2112-13 ;
 VU le code rural – livre 1er (nouveau) – titre 2 relatif à l'aménagement foncier rural et notamment son article L. 123-5 ;
 VU la loi n° 92-1283 relative à la partie législative du Livre 1er (nouveau) du Code Rural et son décret d'application n° 92.1290 du 11/12/1992 ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté préfectoral du 12/09/2011 portant modification des limites intercommunales entre PETTONVILLE et RECLONVILLE ;
 CONSIDERANT que la commune de Réclonville est située dans le canton de BLAMONT, et non dans le canton de BACCARAT ; qu'il s'agit d'une erreur matérielle qu'il y a lieu de rectifier ;
 SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1er de l'arrêté préfectoral du 12/09/2011 portant modification des limites intercommunales entre PETTONVILLE et RECLONVILLE est ainsi modifié :

Au lieu de :

Les modifications de limites territoriales entre les communes de PETTONVILLE et RECLONVILLE (arrondissement de LUNEVILLE, canton de BACCARAT) sont approuvées conformément au plan signé annexé au présent arrêté.

Il y a lieu de lire :

Les modifications de limites territoriales entre les communes de PETTONVILLE (arrondissement de LUNEVILLE, canton de BACCARAT) et RECLONVILLE (arrondissement de LUNEVILLE, canton de BLAMONT) sont approuvées conformément au plan signé annexé au présent arrêté.

Article 2 : Les dispositions des articles 2, 3 et 4 de l'arrêté susmentionné restent inchangées.

Article 3 : Le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes de PETTONVILLE et RECLONVILLE et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 6 décembre 2011

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général par intérim,
 Christine BOEHLER

ENVIRONNEMENT, EAU, BIODIVERSITE**Arrêté DDT-PECHE 2011/035 du 15 décembre 2011 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans le département de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2012**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 435-9, L. 436-5, R. 436-13, R. 436-14, R. 436-23 et R. 436-38 ;
 VU le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L. 2124-8, L. 2124-10, L. 2132-5 à 7 ;
 VU le décret du 6 février 1932 modifié portant règlement général de la police de la navigation intérieure ;
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;
 VU la demande déposée le 2 novembre 2011 par le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
 VU l'avis du directeur départemental des territoires ;
 VU l'avis du 10 novembre 2011 du directeur du service de la navigation du nord-est ;
 VU l'avis du 12 novembre 2011 du chef du service départemental de l'ONEMA ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La pêche de la carpe à toute heure est autorisée du 1er avril au 31 octobre 2012 dans les tronçons de cours d'eau et plans d'eau de 2ème catégorie décrits ci-dessous.

Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée.

RIVIERES, CANAL ET PLANS D'EAU	COMMUNE	DESIGNATION DU LIEU	GESTIONNAIRE
LE MADON	XIROCOURT	Rive gauche uniquement en aval de l'ancien moulin lieudit « Paquis de SOCOURT », soit 135 m.	XIROCOURT
LE MADON	ORMESETVILLE (Ville sur Madon)	Rive droite, de part et d'autre du parcours pour handicapés sur 300 m en amont et 300 m en aval au lieudit « LA HEYRARD », soit 800 m.	TANTONVILLE
LE MADON	XEUILLEY	Rive gauche uniquement, de la gare de XEUILLEY au « neuf moulin », soit 300 m.	XEUILLEY
LA MEURTHE	BACCARAT	Sur la rive droite uniquement du lot A9 : derrière les locaux de la DDE « Plein de la Brasserie », de l'embarcadère au panneau de fin de parcours, soit 300 m.	BACCARAT

LA MEURTHE	ROSIERES-AUX-SALINES	Rive gauche, derrière les « Sablières de la Meurthe ». En amont de la conduite forcée SOLVAY sur 900 m.	DOMBASLE
LA MEURTHE	DOMBASLE SUR MEURTHE	Rive droite uniquement, secteur de l'ancienne piscine, soit 1 000 m.	DOMBASLE
LA MEURTHE	LANEUVILLE-DEVANT-NANCY	De l'aval du pont du canal BRUCKE (pont SNCF) en rive gauche, sur 830 m en aval de ce pont.	FDAAPPMA 54
LA MOSELLE CANALISEE	LIVERDUN	Rive gauche uniquement, du lieudit "le Golf" (y compris le plan d'eau de la Conserverie) jusqu'au pont routier à l'entrée de LIVERDUN de la D 90, soit 2 750 m.	FDAAPPMA 54
CANAL DES VOSGES	TONNOY	De la ferme du Ménil jusqu'au déversoir en amont, rive droite, soit 900 m.	FDAAPPMA 54
CANAL DES VOSGES	NEUVILLER SUR MOSELLE	Au niveau de la pépinière jusqu'à 450 m en amont, rive gauche.	FDAAPPMA 54
MOSELLE	FONTENOY	Depuis le pont de la voie ferrée jusqu'à la confluence avec la Moselle canalisée soit 3 000 m.	FDAAPPMA 54
LA MOSELLE	PONTSAINTVINCENT	Rive gauche uniquement, de l'aval du pont des Crassiers jusqu'à la confluence avec le Madon soit 1 000 m.	FDAAPPMA 54
MOSELLE	CUSTINES	De l'hôtel de l'Isle jusqu'à 700 m en aval sur la rive droite.	FDAAPPMA 54
LA MOSELLE	CHAUDENEYSURMOSELLE	Rive droite, face aux sablières GSM de Pierre la Treiche, jusqu'au pont cassé de l'ancienne voie stratégique militaire, hors île, soit environ 700 m.	TOUL
LA MOSELLE	DOMMARTINLES TOUL	En rive droite uniquement : depuis le pont de « la Queue de chat » à l'aval barrage des « Américains », soit 1000 m.	TOUL
LA MOSELLE	TOUL	Rive droite : de la pointe de l'île jusqu'au pont de la D 400, soit 400 m.	TOUL
LA MOSELLE	TOUL	Rive gauche : de la limite aval de l'étang RENAULT jusqu'à 100 m à l'aval du pont "de la Queue du Chat", soit 600 m.	TOUL
CANAL A GRAND GABARIT	TOUL	Rive gauche : après la pointe des ateliers de service de la Navigation et Nancy port jusqu'au pont routier de GONDREVILLE, soit 5 900 m.	TOUL
MOSELLE CANALISEE	PIERRE-LA-TREICHE	En rive droite, depuis le pont de Pierre-la-Treiche » à la croisée de chemin, soit 2 000 m en amont.	FDAAPPMA 54
LA MOSELLE CANALISEE	DIEULOUARD	Rive gauche, derrière les établissements GOUVY sur une distance de 1 200 m (pK 334,83 à 336,03) lot 34.	DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Rive droite, partie Moselle sauvage, amont et aval du RD. 10 côté autoroute A31 sur 1000 m.	DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Rive droite, 50 m en amont du barrage du LIEGEOT, côté commune d'AUTREVILLE jusqu'au pont de l'autoroute, soit 1 200 m.	DIEULOUARD
LA MOSELLE	DIEULOUARD	Moselle canalisée lots 34 et 35 amont et aval du pont RD.10, soit 2 000 m. Lot 35 jusqu'à la limite des communes de DIEULOUARD et BLENODLESPONTA-MOUSSON rive droite uniquement, soit 1 670 m. PK 333,33 à 335,00.	DIEULOUARD
LA MOSELLE	PONTAMOUSSON	Rive droite : de 50 m en aval du barrage de PontàMousson jusqu'au lieu dit « trou Wathier », soit 3 500 m, lot 56 Moselle non canalisée.	BLENOD-LESPAM

LA MOSELLE	VANDIERES	Rive gauche : depuis 50 m à l'amont du seuil de Vandières jusqu'au pont TGV, soit 2 800 m.	BLENOD-LESPAM
LA MOSELLE CANALISEE	BLENODLESPONTAMOUSSON	Rive droite, lots 36 entre la limite de la commune de DIEULOUARD et le pont de la centrale de BLENOD (PK333.33 à 332.25).	BLENOD-LESPAM
ANCIEN CANAL	BLENODLESPONTAMOUSSON	Rive droite, uniquement entre l'écluse de la cartonnerie et le pont des fours à coke, lot n° 38, soit 1 200 m.	BLENOD-LESPAM
LA MOSELLE	BLENODLESPONTAMOUSSON et ATTON	Rive gauche, du PK 329 jusqu'au PK 331, soit 2 000 m. Rive droite, trou du Vouaux (au niveau du PK 329).	PONT-AMOUSSON
LA MOSELLE	BLENODLESPONTAMOUSSON et ATTON	Rive droite, trou du Vouaux (au niveau du PK 329).	PONT-AMOUSSON
L'ORNE	HATRIZE ET VALLEROY	Rive gauche de l'Orne à partir du ruisseau « le Petit Rhin » à HATRIZE jusqu'au labyrinthe situé à l'amont de la baignade de VALLEROY soit 2 000 m.	JOEUFHOMECOURT
ETANG DE JOURDEVILLE	JOUDREVILLE	De la digue au pont de bois côté JOUDREVILLE, soit 450 m.	JOUDREVILLE
PLAN D'EAU DE LA SANGSUE	BRIEY	Sur la rive droite du plan d'eau, de l'île au déversoir, soit 800 m.	BRIEY

Article 2 : Les limites de zones seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen à la charge du pétitionnaire.

Article 3 : En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R. 436-13 du code de l'environnement, c'est à dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

Article 4 : La circulation à bord de véhicules à moteur sur les digues, chemins de halage et de service des voies navigables est interdite.

Les pêcheurs empruntent les zones de halage et de marchepied en circulant à pied (décret du 6 février 1932 ; les articles L 2131-2 et L. 2132-16 du code général de la propriété des personnes publiques).

Les pêcheurs ne disposent d'un droit de passage et de stationnement que sur les berges des cours d'eau domaniaux (article L. 2132-2 du code général de la propriété des personnes publiques), droit réservé à l'usage exclusif de la pêche.

Les lieux sont laissés en bon état par les pêcheurs (déchets, détritus et autres récupérés).

Article 5 : Aucun aménagement de berge (terrassement, déplacement d'enrochements, édification de ponton...) ne peut être réalisé et les pontons déjà en place seront démontés.

Le respect de cette prescription est de la responsabilité de l'adjudicataire des baux.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, les maires des communes de Aingeray, Atton, Baccarat, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Briey, Champigneulle, Chaudeney-sur-Moselle, Custines, Dieulouard, Dommartin-lès-Toul, Dombasle-sur-Meurthe, Flavigny-sur-Moselle, Fontenoy, Frouard, Hatrize, Joudreville, Laneuveville-devant-Nancy, Liverdun, Neuves-Maisons, Neuville-sur-Moselle, Ormes-et-Ville, Pierre-la-Treiche, Pont-à-Mousson, Pont-Saint-Vincent, Rosières-aux-Salines, Tonnay, Toul, Valleroy, Vandières, Xeuilley et Xirocourt, le chef du service départemental de l'ONEMA, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires et le chef du service de la navigation du nord-est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 décembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim,
Christine BOEHLER

AUTRES SERVICES

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY

Décision 2011/002 du 9 décembre 2011 portant délégation de signature

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

VU les dispositions des articles L. 6143-7 et D. 6143-33 et suivants du code de la santé publique,

VU le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements hospitaliers publics,

VU l'arrêté de nomination en date du 9 novembre 2011, nommant Monsieur Éric TROTTMANN, Directeur Adjoint de la Maternité Régionale à compter du 1er janvier 2012,

VU l'arrêté de nomination en date du 7 février 2011, nommant Madame Clémence MAINPIN, Directrice Adjointe à compter du 1er avril 2011 au CHU de Nancy,

VU la décision de nomination en date du 21 mai 2008, nommant Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur chef, à la Maternité Régionale de Nancy,

VU la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

DECIDE

Article 1er : Délégation principale est donnée à Monsieur Éric TROTTMANN, Directeur de la Maternité Régionale Universitaire, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

Article 2 : Délégation secondaire est donnée à Madame Clémence MAINPIN, Directrice Adjointe, en l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX et Monsieur Éric TROTTMANN, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires

sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

Article 3 : Délégation est donnée à Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur Chef, en l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX et Monsieur Éric TROTTMANN et Madame Clémence MAINPIN, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire, à l'exception des documents en relation avec ceux dont lui-même ou l'un des ses propres délégataires seraient déjà signataires (Mandatement de factures de travaux ou de commandes des Services techniques en particulier).

Article 4 : Ces délégations principale et secondaires sont assorties de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte des opérations effectuées au chef d'établissement.

Article 5 : Les titulaires de ces délégations ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leurs délégations et, sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation prend effet à compter du 1er janvier 2012.

Article 7 : Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet, est rapportée.

Nancy, le 9 décembre 2011

Le Directeur Général,
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS

PREFECTURE DE LA MEUSE DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES ET DE LA RÉGLEMENTATION *Bureau de l'urbanisme et des procédures environnementales* CODE MINIER

Avis de signature d'un arrêté ministériel accordant un permis exclusif de recherches de formations souterraines naturelles à la société ArcelorMittal Géo Lorraine

Par arrêté du 19 octobre 2011, le Ministre chargé de l'Industrie, de l'Energie et de l'économie numérique auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie a accordé à la société ArcelorMittal Géo Lorraine, dont le siège social est situé aux 1 à 5 rue Luigi Chérubini - 93200 SAINT DENIS, pour une durée de 5 ans à compter du 4 novembre 2011 (date de publication au Journal Officiel), un permis exclusif de recherches de formations souterraines naturelles présentant les qualités requises pour constituer des réservoirs étanches ou susceptibles d'être rendus tels en vue du stockage de dioxyde de carbone à destination industrielle, dit « Permis Ouest Lorrain », sur une superficie de 3516 km² environ, portant sur partie des départements de la Meuse (2467 km² environ), de la Moselle (225 km² environ) et de Meurthe & Moselle (824 km² environ).

Conformément au plan au 1/100 000ème joint à la demande, le périmètre de ce permis est constitué par un polygone à côtés rectilignes dont les sommets A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T sont définis comme suit, leurs coordonnées dans le système RGF 93 en projection Lambert 93 :

Sommets	X	Y
A	880 207 m	6 936 265 m
B	906 286 m	6 937 091 m
C	906 628 m	6 927 088 m
D	919 665 m	6 927 631 m
E	920 087 m	6 917 620 m
F	926 605 m	6 917 860 m
G	927 428 m	6 897 879 m
H	907 724 m	6 897 076 m
I	908 077 m	6 887 059 m
J	894 949 m	6 886 656 m
K	895 299 m	6 876 660 m
L	850 512 m	6 875 251 m
M	850 341 m	6 885 281 m
N	848 945 m	6 885 256 m
O	848 345 m	6 905 281 m
P	850 366 m	6 905 374 m
Q	850 084 m	6 915 404 m
R	854 650 m	6 915 473 m
S	854 398 m	6 925 504 m
T	880 533 m	6 926 233 m

La carte et le texte complet de l'arrêté peuvent notamment être consultés dans les bureaux de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, GreenPark, 2 rue Augustin Fresnel – BP 95038 – 57071 METZ Cedex 3 (téléphone : 03.87.62.81.00 / télécopie : 03.87.76.97.19).

SERVICES DECONCENTRES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES *Unité affaires transversales et contentieux*

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 50996 du 27 décembre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Nancy

Par arrêté préfectoral n° 50996 en date du 27 décembre 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation collectif BTA 40 logts + 3 cellules commerciales Batigère, bld de la Mothe ZAC d'Austrasie, sur la commune de NANCY.

AUTRES SERVICES**CARREFOUR D'ACCOMPAGNEMENT PUBLIC SOCIAL****Avis de concours interne sur titres du 20 décembre 2011 en vue du recrutement de deux Cadres Socio-Educatifs**

Le CAPs recrute deux Cadres Socio-Educatifs.

En application de l'arrêté du 11 mai 2007, la sélection des candidats est confiée à un jury après examen sur dossier des titres et de l'expérience professionnelle éventuelle des candidats.

Au terme de l'examen du dossier de chaque candidat, aura lieu une épreuve orale d'admission consistant en un entretien avec le jury destiné à apprécier les motivations et les aptitudes à exercer des fonctions d'encadrement des candidats déclarés admissibles.

Les lettres de candidature, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés, les diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale, devront être envoyées dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis à :

Monsieur le Directeur du CAPs
Carrefour d'Accompagnement Public Social
4 rue Léon Parisot
54110 ROSIERES AUX SALINES

Rosières-aux-Salines, le 20 décembre 2011

Avis de recrutement du 20 décembre 2011 pour deux postes d'Adjoint Administratif Hospitalier de 2ème classe

Le CAPs recrute deux Adjoints Administratifs Hospitaliers de 2ème Classe.

En application du décret N° 2004-118 du 6 février 2004, la sélection des candidats est confiée à une commission composée de trois membres.

Au terme de l'examen du dossier de chaque candidat, la commission auditionnera ceux dont elle aura retenu la candidature. Cette audition sera publique.

Les lettres de candidature, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé incluant les formations suivies et les emplois occupés et en précisant la durée, devront être envoyées pour le 19 février 2012 au plus tard à :

Monsieur le Directeur du CAPs
Carrefour d'Accompagnement Public Social
4 rue Léon Parisot
54110 ROSIERES AUX SALINES

Rosières aux Salines, le 20 décembre 2011

